

L'ÉQUIPE

CO-DIRECTEURS

Anaïs BERHOU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Lilou THIBERT

FONDATRICE

Marine BUSSON

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Bhuvaneshram CODANDARAMANE

Maïli MORIN

Camille RINUCCINI

Clara BAILLY

Julie BOUDJEMAI

Klervie LE CORRE

Naomi LORENDEAU

Théo ALEJANDRE

Eva BELZ

Robinson CHABOT-AGNESINA

Nina LAFON

Axel DANTIN

Léo LE BRUN

Philippine BLANCHET

Louna BOBINSKI

Sarah GRUAND

Jade CAYZAC

Mehdi SALHI

Lilou THIBERT

CONCEPTION COUVERTURE

Laura ALMEIDA



DIPLO'DOCUS

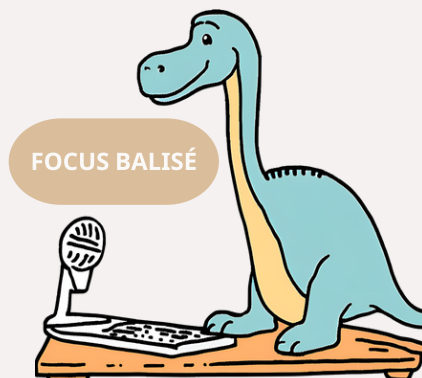
Bonjour à tous,

Vêtue de son nouveau costume, composée de fougueux rédacteurs autant brillants que soucieux de vous ravir, **La Balise Diplomatique** a à cœur de vous relater les victoires, les maux et les espoirs que notre monde gagne, subit et auxquels il aspire.

Après un premier épisode du format **Le Grand Oratoire**, la revue vous présente un nouvel épisode de son podcast **Diplo'Docus**, cette fois dans le format **Focus Balisé**. Dans ce podcast, constitué de plusieurs rubriques, ses animateurs vous proposent de revivre les discours qui ont marqué notre histoire, de débattre autour de sujets brûlants et enfin d'approfondir des questions d'actualité. Le Grand Oratoire, le Bureau des controverses ou le Focus Balisé, ces formats sauront stimuler votre curiosité.

Disponibles sur les plateformes *Spotify*, *ApplePodcast* et *Deezer*, ne manquez pas le nouvel épisode. Au cœur du trafic international de cocaïne, un trafiquant commence un long périple, depuis les plantations de coca en Colombie jusqu'aux côtes européennes, en passant par les routes sinueuses de l'Afrique de l'Ouest. Au cœur de ce commerce illicite, corruption endémique, alliances douteuses et dangers constants se croisent. De la traversée maritime sous la menace des lois internationales aux routes terrestres à travers la Mauritanie, bastion du salafisme insurrectionnel, ce voyage dévoile la réalité d'un monde clandestin.

Nous remercions **Kiara Neri**, professeur de droit public et co-directrice du centre de droit international à Lyon 3 pour son aide.



L'EDITO DES DIRECTEURS

Chères lectrices, chers lecteurs,

Pour cette quatrième édition de l'année 2025, La Balise Diplomatique poursuit sa mission de veille à propos de l'actualité internationale.

En Côte d'Ivoire, la présidentielle canalise des tensions tant politiques que juridiques.

En Amérique du Nord, le peuple canadien a choisi son nouveau premier ministre pour répondre aux problématiques locales et internationales, alors que le nucléaire iranien revient en haut de l'agenda de Washington.

L'Amérique latine est marquée par une prise position inédite de la part de Javier Milei en faveur de l'autodétermination des Malouins, tandis que l'ancien président Bolsonaro devra répondre de l'insurrection de 2023, dont il serait à l'initiative. Enfin l'Equateur voit Daniel Noboa se faire réélire en dépit des contestations, là où la Bolivie est en pleine crise politico-économique.

En Ukraine, un cessez-le-feu en trompe l'oeil compromet l'idée d'une paix tangible, alors que la Russie est tourmentée en interne.

La communauté chrétienne est en deuil suite à la mort du pape François.

Pour l'Europe, les terres-rares deviennent un sujet voire un enjeu de souveraineté.

En Indopacifique, la paix semble menacée alors que les tensions entre Inde et Pakistan sont à leur comble, là où la Chine effectue des exercices militaires à visée démonstrative autour de Taïwan.

Enfin, au Moyen-Orient, la démocratie Turque est mise à mal,. De plus, la mort de secouristes à Gaza suscite un tollé en défaveur de Tsahal.

La Balise Diplomatique propose ainsi une analyse des actualités majeures qui redessinent l'équilibre international, entre élections contestées, conflits gelés, enjeux de souveraineté et bouleversements diplomatiques.

Bonne lecture !

MAPPE



AMÉRIQUE DU NORD

EUROPE



AMÉRIQUE LATINE



AFRIQUE

MONDE



EURASIE

INDOPACIFIQUE

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

SOMMAIRE

AFRIQUE	8
<i>PRÉSIDENTIELLE 2025 EN CÔTE D'IVOIRE : UN SCRUTIN SOUS HAUTE TENSION POLITIQUE ET JURIDIQUE</i>	
AMERIQUE DU NORD	11
<i>LE CANADA ENTRE INCERTITUDES ET MENACES D'ANNEXION : L'ÉLECTION DE MARK CARNEY, UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR</i>	
<i>WASHINGTON, TÉHÉРАН ET TEL-AVIV : LA QUESTION ÉPINEUSE DU NUCLÉAIRE IRANIEN</i>	
AMÉRIQUE LATINE	15
<i>JAVIER MILEI ROMPT AVEC LA POSITION HISTORIQUE DE L'ARGENTINE SUR LES ÎLES MALOUINES</i>	
<i>JAVIER MILEI ROMPT AVEC LA POSITION HISTORIQUE DE L'ARGENTINE SUR LES ÎLES MALOUINES</i>	
<i>LA RÉÉLECTION DE DANIEL NOBOA EN ÉQUATEUR : ENTRE VICTOIRE CONTESTÉE ET DÉFI SÉCURITAIRE</i>	
<i>BOLIVIE À LA CROISÉE DES CHEMINS : ENTRE TENSIONS POLITIQUES ET CHAOS ÉCONOMIQUE</i>	
EURASIE	24
<i>TRÊVE DE PÂQUES : LA GUERRE MISE EN PAUSE MAIS LA PAIX TOUJOURS HORS DE PORTÉE</i>	
<i>LA GUERRE EN UKRAINE ET L'OCCULTATION DE LA GUERRE EN RUSSIE : UNE RÉALITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE</i>	
EUROPE	29
<i>DÉCÈS DU PAPE FRANÇOIS : L'ÉGLISE CATHOLIQUE PERD SON CHEF</i>	
<i>LES TERRES-RARES AU CENTRE DE L'ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE MONDIAL. DÉJÀ TROP TARD POUR L'EUROPE ?</i>	
NDOPACIFIQUE	35
<i>MYANMAR : DERRIÈRE L'AMNISTIE DE 5 000 PRISONNIERS, LA SURVIE POLITIQUE D'UNE JUNTE ISOLÉE</i>	

TAÏWAN ENCERCLÉE : LES DÉMONSTRATIONS DE FORCE CHINOISES DU PRINTEMPS

CACHEMIRE : L'ATTENTAT DU 22 AVRIL RELANCE LES TENSIONS INDO-PAKISTANAISES

DES DROITS DE DOUANE DÉSTABILISANT LES PAYS DE L'INDO-PACIFIQUE

PROCHE ET MOYEN ORIENT 45

ISTANBUL, ÉTAT DE SANTÉ DE LA DÉMOCRATIE TURQUE

SECOURISTES TUÉS À GAZA: UNE ENQUÊTE ISRAÉLIENNE SOUS LE FEU DES CRITIQUES

*LES POURPARLERS IRANO-AMERICAINS : UNE DIPLOMATIE SOUS « PRESSION MAXIMALE »
POUR LE NUCLÉAIRE ?*



PRÉSIDENTIELLE 2025 EN CÔTE D'IVOIRE : UN SCRUTIN SOUS HAUTE TENSION POLITIQUE ET JURIDIQUE

Bhuvaneshram CODANDARAMANE

À l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2025, la Côte d'Ivoire entre dans une période décisive. Choisir un leader capable de répondre aux défis socio-économiques croissants dans un pays en quête de stabilité, de justice sociale et de transformation économique. Tandis que les candidatures s'officialisent, les profils se confrontent entre figures politiques historiques, personnalités controversées et visages prometteurs, comme Tidjane Thiam. Son ascension est assombrie par des controverses judiciaires et administratives.



DES CANDIDATS AUX PARCOURS VARIÉS ET AUX AMBITIONS DIVERGENTES

Du côté du pouvoir, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) compte sur son leader historique, Alassane Ouattara. Même s'il entretient le suspense, ses proches assurent qu'il sera bientôt investi pour briguer un quatrième mandat. Une perspective qui relance le débat sur la limitation des mandats et la fatigue démocratique dans une partie de la population. En face, l'ancien ministre du commerce et homme d'affaires, Jean-Louis Billon, entend faire valoir son expérience économique. À 59 ans, il espère rassembler l'opposition autour de sa candidature et incarner un leadership pragmatique, plus proche du monde des affaires que du milieu politique.

Autre figure marquante, Simone Gbagbo, investie par son parti, le Mouvement des générations capables (MGC). Malgré son passé judiciaire toujours controversé, l'ancienne première dame défend une vision axée sur la souveraineté économique, l'industrialisation et la reconstruction morale de la nation, avec l'instauration de services civiques et militaires obligatoires. Enfin, Gnanango Kacou, ancien député, revient avec un discours radical. Il promet une rupture totale avec le système économique actuel avec la création d'une monnaie nationale « Ivoire », et un vaste plan d'industrialisation. Un projet audacieux qui séduit une frange de l'électorat en quête de changement radical.

CANDIDATS SOUS LE FEU DES CONTROVERSES ET EXCLUSIONS

Plusieurs figures majeures de la vie politique ivoirienne sont aujourd'hui écartées du scrutin pour des raisons judiciaires ou constitutionnelles. Laurent Gbagbo (président de la Côte d'Ivoire de 2000 à 2011) et Charles Blé Goudé (ancien ministre ivoirien de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Formation professionnelle), malgré leur retour en Côte d'Ivoire et leur acquittement à la Haye. Ils demeurent exclus de la liste électorale en raison de condamnations nationales non amnistiées pour des crimes commis dans le cadre de la crise post-électorale de 2010-2011. Guillaume Soro (ancien premier ministre de la Côte d'Ivoire), condamné également à perpétuité pour atteinte à la sûreté de l'État, vit en exil depuis 2019. Son retour dans le débat politique reste incertain.

TIDJANE THIAM, UNE CANDIDATURE FRAGILISÉE PAR LA QUESTION DE LA NATIONALITÉ



Parmi les figures émergentes, Tidjane Thiam incarne l'alternative technocratique. Ancien directeur du Crédit Suisse, ex-ministre et homme de réseaux internationaux, il a été désigné candidat du PDCI-RDA, principal parti d'opposition, en décembre 2023. Mais son parcours est aujourd'hui entravé par une controverse sur sa nationalité. Par conséquent, son éligibilité à l'élection présidentielle d'octobre 2025 est remise en cause.

Selon l'article 55 de la Constitution ivoirienne, tout candidat à la magistrature suprême doit être exclusivement de nationalité ivoirienne. Or, bien que né à Abidjan, Tidjane Thiam a acquis la nationalité française en 1987. À l'époque, il aurait conservé sa nationalité ivoirienne, mais cette double appartenance a depuis alimenté une polémique grandissante. Depuis sa désignation en décembre 2023 à la tête du PDCI, certains cadres du parti ont même contesté sa légitimité, l'accusant de ne pas répondre aux critères constitutionnels.

Pour dissiper les doutes, Thiam a officiellement renoncé à sa nationalité française en février 2025. Cette renonciation a été validée par un décret publié au Journal officiel français le 20 mars. Malgré cette démarche, les interrogations n'ont pas cessé. Le Tribunal de première instance d'Abidjan avait déjà suspendu la délivrance de son certificat de nationalité ivoirienne, dans l'attente d'une clarification sur sa situation juridique.

Le couperet est tombé récemment : la justice ivoirienne a estimé que Tidjane Thiam avait perdu sa nationalité ivoirienne en devenant citoyen français en 1987. En conséquence, le tribunal a ordonné sa radiation des listes électorales, une décision définitive, sans possibilité de recours. Pour ses partisans, cette exclusion judiciaire est perçue comme une manœuvre politique destinée à l'écartier d'une course présidentielle qu'il aurait pu sérieusement influencer. Dans un contexte déjà tendu, cette affaire de nationalité vient parasiter une campagne qu'il espérait axée sur les réformes économiques et la modernisation du pays.

Selon l'analyste politique Sylvain N'Guessan, deux voies restent ouvertes pour Tidjane Thiam et le PDCI. La première serait d'ordre juridique : saisir les juridictions internationales, en invoquant son statut d'apatride depuis la renonciation à sa nationalité française, pour espérer une décision favorable. La seconde, plus politique, consisterait à engager un dialogue avec les autorités afin de trouver un compromis. Une solution que le pays a déjà connue et qui pourrait rouvrir la voie à sa candidature en octobre.

LES DÉFIS COLOSSAUX DU PROCHAIN PRÉSIDENT

Le prochain chef d'État devra s'attaquer à des défis économiques, sociaux et institutionnels majeurs, malgré une façade de stabilité macroéconomique. Si la croissance a été soutenue entre 2012 et 2019 (autour de 8 %), elle reste peu inclusive. Le chômage, surtout des jeunes et des femmes, persiste dans un marché dominé par les emplois précaires. Le pays reste tributaire de matières premières comme le cacao. L'industrie peine à émerger comme moteur de croissance durable.

Le système éducatif est quant à lui inefficace, inégalitaire, et peu adapté au marché du travail. L'analphabétisme reste élevé, freinant la montée en compétences de la jeunesse. La pauvreté urbaine s'aggrave avec l'urbanisation non planifiée selon le rapport de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Le fossé entre riches et pauvres demeure important, avec seulement 6 % de la richesse nationale détenue par le quintile le plus pauvre. Les menaces terroristes dans la zone sahélienne, les fragilités institutionnelles et le risque de tensions post-électorales rendent nécessaire un renforcement de la cohésion nationale et de la justice démocratique.

CONCLUSION

Entre aspirations démocratiques, tensions juridiques et fractures sociales, le scrutin s'annonce aussi déterminant que délicat. Le choix du futur président devra répondre à une exigence claire : incarner un leadership capable de rassembler, restaurer la confiance citoyenne et engager le pays sur la voie d'une transformation inclusive et durable.

LE CANADA ENTRE INCERTITUDES ET MENACES D'ANNEXION : L'ÉLECTION DE MARK CARNEY, UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR

Maili MORIN

Les élections fédérales du Canada ont eu lieu le 28 avril dernier, amenant au pouvoir Mark Carney, déjà Premier ministre depuis le 14 mars lors de sa nomination au titre de chef du Parti libéral du Canada. C'est alors dans un climat complexe, façonné par des inquiétudes nationales et les menaces d'un allié pourtant historique, que l'économiste a su raviver l'engouement autour de son parti et s'assurer une place au pouvoir pour plusieurs années.

UNE CAMPAGNE ANTICIPÉE, SOUS LE POIDS DES INCERTITUDES

Selon la loi électorale du Canada, le jour de l'élection est fixé au lundi et la période qui précède doit au moins durer trente-six jours et ne pas excéder cinquante jours. Cette année, après décision du gouvernement, les candidats ont alors eu trente-six jours de campagne pour soumettre leur acte de candidature, répondre aux obligations financières et permettre la communication de leur aspiration aux électeurs. Toutefois, cette campagne n'a pas été semblable aux autres, ayant été anticipée suite à la démission de Justin Trudeau au début de l'année, qui après presque une décennie au pouvoir, a entraîné avec lui l'impopularité de son parti.



Pourtant, l'arrivée au pouvoir de Mark Carney semble avoir redoré le blason libéral, en se plaçant en tête des sondages et en remportant cette élection législative. Son parti devance ses adversaires politiques avec 169 sièges contre 144 pour les conservateurs, 22 pour le Bloc québécois et 7 sièges pour le Nouveau Parti démocratique selon les résultats préliminaires, le lendemain du vote. Toutefois, la majorité absolue au Parlement canadien est fixée à 172 sièges. Dès lors, bien que les libéraux soient en mesure de gouverner, ils devront s'appuyer sur le soutien d'autres petits partis représentés à la Chambre des communes, ce qui limitera leur marge de manœuvre. Soulignons également, la prise de conscience des électeurs sur la gravité de la situation, symbolisée par le plus fort taux de participation aux élections fédérales en 32 ans, estimé à 67,4 % le 28 avril.

Pourtant, l'arrivée au pouvoir de Mark Carney semble avoir redoré le blason libéral, en se plaçant en tête des sondages et en remportant cette élection législative. Son parti devance ses adversaires politiques avec 169 sièges contre 144 pour les conservateurs, 22 pour le Bloc québécois et 7 sièges pour le Nouveau Parti démocratique selon les résultats préliminaires, le lendemain du vote. Toutefois, la majorité absolue au Parlement canadien est fixée à 172 sièges. Dès lors, bien que les libéraux soient en mesure de gouverner, ils devront s'appuyer sur le soutien d'autres petits partis représentés à la Chambre des communes, ce qui limitera leur marge de manœuvre. Soulignons également, la prise de conscience des électeurs sur la gravité de la situation, symbolisée par le plus fort taux de participation aux élections fédérales en 32 ans, estimé à 67,4 % le 28 avril.

Toutefois, les difficultés nationales ne sont pas négligeables, avec un déficit structurel à hauteur de 2,2% du PIB et des dépenses publiques supérieures aux revenus, contribuant à alourdir la dette. La majorité des partis avait promis une baisse des impôts, sans pour autant négliger les finances de l'État, sujet particulièrement sensible dans le contexte de la guerre commerciale.

MARK CARNEY, SYMBOLE DE STABILITÉ EN TEMPS DE CRISE

Alors même que Mark Carney est plutôt novice en politique, ce dernier a su convaincre la population canadienne, inquiète pour l'avenir du pays. En effet, le nouveau Premier ministre du Canada a une carrière d'économiste plutôt complète derrière lui, d'abord étudiant à Harvard puis à Oxford, il devient banquier d'affaires pendant treize ans, puis il prend la tête de la banque centrale du Canada de 2008 à 2012, lors de la crise financière. Il est alors crédité pour avoir maintenu l'argent dans l'économie canadienne en réduisant les taux d'intérêt rapidement, en maintenant les prêts et permettant ainsi au pays de se redresser avec plus de facilité. Il devient ensuite le premier citoyen non britannique à diriger la banque d'Angleterre, de 2013 à 2020, et doit faire face à une nouvelle difficulté, celle du Brexit. Très performant en période de crise, il a aussi été conseiller économique de son prédécesseur pendant la pandémie de Covid et envoyé spécial des Nations unies pour l'action climatique et la finance.



Alors, la crise économique et politique qui se trouve face à lui, ne semble pas être un défi plus complexe du fait de ses compétences et de son leadership. En effet, Mark Carney n'a pas hésité sur ses mots et réponses au président américain en déclarant que l'amitié étroite entre le Canada et les États-Unis avait pris fin. Il estime alors qu'il sera nécessaire à l'avenir d'en reconstruire une nouvelle, dans un sillage où selon lui, il faudra avoir conscience que les alliances américaines ne reposent plus sur la confiance et le respect mutuel.

PIERRE POILIEVRE, LE MIROIR CANADIEN DU POPULISME AMÉRICAIN

Autrefois désigné comme le favori pour cette élection, le leader du parti conservateur Pierre Poilievre n'est finalement pas parvenu à se hisser à la tête du pays, ayant pourtant la forte ambition de mettre fin à la décennie de gouvernance libérale. Alors que les médias les comparent souvent, les idées et promesses de Pierre Poilievre font écho à celles de Donald Trump, notamment la réduction des impôts et des dépenses publiques passant par des attaques à « l'idéologie woke ». Il plaide également pour une intervention minimale de l'État dans la vie des citoyens, ou encore propose de réduire l'aide au développement du Canada pour la réinvestir dans les Forces armées canadiennes, une annonce qui coïncidait avec la décision américaine de démanteler l'USAID.

La ressemblance est alors telle que ce dernier a adopté le slogan « *Canada First* ou *Le Canada d'abord* » pour sa campagne. Pourtant, la comparaison n'a sans doute pas été un avantage dans cette période où les inquiétudes règnent autour des décisions du président américain, à tel point que Pierre Poilievre a été battu dans sa propre circonscription de Carleton, qu'il représentait depuis 20 ans. Ainsi, bien que son parti ait réussi à remporter plus de sièges que lors de l'élection précédente, l'homme politique doit encaisser sa propre défaite personnelle, illustrant le rejet d'un style populiste de plus en plus associé à l'instabilité internationale.

À l'heure où le Canada entre dans une période d'incertitude économique et diplomatique, l'élection de Mark Carney incarne alors l'espoir d'un leadership stable et compétent, capable de défendre la souveraineté nationale, de plus en plus mise en danger par le voisin américain.

WASHINGTON, TÉHÉRAN ET TEL-AVIV : LA QUESTION ÉPINEUSE DU NUCLÉAIRE IRANIEN

Camille RINUCCINI

Israël a depuis longtemps la volonté d'éradiquer toute menace du programme nucléaire iranien - officiellement civil - en frappant les sites de centrifugeuses d'enrichissement de l'uranium. Une telle opération requiert le soutien militaire et diplomatique des États-Unis, qui cherchent toutefois à éviter une escalade militaire irano-israélienne, épée de Damoclès pesant dans la région depuis des années, et privilégient des cycles de pourparlers inédits.

UNE CAMPAGNE ISRAËLIENNE DE BOMBARDEMENTS AVORTÉE

La série de revers économiques et militaires qui ont fragilisé l'Iran l'an dernier ont multiplié les partisans au sein du gouvernement israélien en faveur d'une frappe. En effet, deux alliés majeurs de Téhéran ont été écartés de l'équation : le Hezbollah a été particulièrement affaibli par Tsahal tandis que la chute du gouvernement de Bachar al-Assad a coupé une route clef de contrebande en provenance d'Iran. Les systèmes de défense de ce dernier et ceux de la Syrie ont également été détruits, paralysant leurs capacités de production de nouveaux missiles.

Le Premier ministre israélien prévoyait ainsi une campagne de bombardements en mai 2025, mais ses ambitions ont été freinées début avril par l'administration américaine, dont le soutien aurait été nécessaire pour mener à bien l'opération, afin de privilégier des pourparlers avec Téhéran. En effet, après plusieurs mois de débats internes, la Maison-Blanche a mis de côté l'option militaire - qui aurait provoqué un embrasement au Moyen-Orient - au profit d'une option diplomatique à laquelle la République islamique a consenti.



ENTRE DIPLOMATIE ET DÉPLOIEMENT MILITAIRE

Cette décision du président Trump d'être à l'initiative de négociations contraste ainsi avec son premier mandat au cours duquel il avait rompu l'accord sur le nucléaire iranien signé sous Obama. Néanmoins, cette solution diplomatique se structure en parallèle d'une violente guérilla depuis le 15 mars contre les rebelles houthis soutenus par l'Iran au Yémen. Washington intensifie sa présence militaire dans la zone, avec le déploiement de son porte-avions le Carl Vinson en mer d'Arabie, s'ajoutant au Harry S. Truman en mer Rouge ainsi que de six bombardiers B-2 envoyés à la base de Diego Garcia dans l'océan Indien. Ces aéronefs sont capables de transporter des bombes essentielles à la destruction du programme nucléaire iranien se trouvant en souterrain, ce dont Israël ne dispose pas. Ainsi, il n'est pas étonnant que des fonctionnaires américains aient déclaré en privé que l'armement faisait également partie de la planification d'un éventuel soutien à Israël dans un conflit avec l'Iran, selon le New York Times.

PREMIERS CYCLES DE NÉGOCIATIONS : “THE ART OF THE DEAL”

Les émissaires américains et iraniens se sont ainsi rendus au sultanat d'Oman le 12 avril dernier pour échanger indirectement via le ministre omanais des affaires étrangères, Badr Al-Boussaïdi. La journée s'est conclue sur un bref serrage de mains entre Steve Witkoff, envoyé spécial américain pour le Moyen-Orient, et le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi. L'art de la négociation de l'administration Trump a été de nouveau mis à l'épreuve le 19 avril, à Rome, lors de nouvelles discussions indirectes initialement prévues, puis le 26 avril à Oman.

Les discussions se sont voulues « *constructives* » des deux côtés, mais le chemin vers un compromis reste périlleux. Alors que Téhéran refuse un démantèlement complet de son programme nucléaire, Washington souhaite des contrôles plus stricts afin de s'assurer que la bombe atomique soit inatteignable, et a menacé en mars de bombardier l'Iran en cas d'échec de la diplomatie. Washington use d'une politique coercitive alors que le pays n'a pas ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TICE) de 2017.



UNE ERREUR STRATEGIQUE DE PREMIER MANDAT

La relation américano-iranienne est particulièrement dégradée depuis la révolution islamique de 1979 et la prise d'otages américains à l'ambassade de Téhéran. Les dernières interactions comme celles de ce début avril dataient de juillet 2015 et avaient conduit à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, le Plan d'Action Global Conjoint (JCPoA). Celui-ci prévoyait la levée de sanctions internationales visant l'Iran en échange d'un encadrement de son programme nucléaire par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Estimant un manque de mesures contre le programme iranien et sous la pression d'Israël, Trump s'en était retiré en mai 2018 lors de son premier mandat et avait rétabli les sanctions. Téhéran était alors revenue sur ses engagements en augmentant le nombre de ses centrifugeuses et leur efficacité, lui donnant aujourd'hui la capacité de construire une bombe, d'après l'AIEA. Ces nouveaux pourparlers, une décennie plus tard, devraient permettre de revenir sur une levée des sanctions à l'égard de l'Iran, freinant son développement économique. La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, alliée de Téhéran, pourrait l'affecter d'autant plus. Cette révision des sanctions sur le nucléaire est pourtant négociée en parallèle de nouvelles restrictions sur le secteur pétrolier iranien, annoncées par l'administration Trump le 22 avril dernier, que Téhéran a dénoncé comme une « *approche hostile* ».

JAVIER MILEI ROMPT AVEC LA POSITION HISTORIQUE DE L'ARGENTINE SUR LES ÎLES MALOUINES

Clara BAILLY

HISTOIRE DES ÎLES MALOUINES

Cet archipel de l'Atlantique Sud se situe à l'Est de la côte argentine. Amerigo Vespucci a découvert ces quelques 700 îles et îlots au XVIème siècle. Plus tard, des explorateurs espagnols et anglais ont souhaité s'emparer du territoire, un point de passage stratégique pour les flottes. En 1690, un marin écossais les nomme « Falkland Islands » mais on lui préfère le terme « Îles Malouines » dans les langues latines, « Islas Malvinas » en espagnol. L'archipel était une colonie française au XVIIème puis a été partagé entre les Espagnols et les Anglais qui se disputaient le territoire. Ces derniers se sont vus dans l'obligation de quitter le territoire en 1774, le laissant aux mains des Espagnols qui ont fini par désertier les lieux en 1811. L'Argentine entre en scène en 1820, après avoir obtenu son indépendance et être sortie de la tutelle espagnole. En 1833, les Anglais délogent les Argentins qui ne cesseront de revendiquer leur propriété des îles.



Cela s'est notamment traduit par la guerre des Malouines en 1982. L'Argentine a envahi l'île Malouine orientale avant de faire face aux représailles de la flotte anglaise, entraînant de nombreuses victimes (255 britanniques et 625 argentins). Margaret Thatcher avait pris la décision d'une réponse forte face aux Argentins. Son inflexibilité lui a valu le surnom de « Dame de fer ». De nos jours les tensions restent accrues entre les deux pays, d'autant plus que l'Argentine ne compte pas renoncer à ce territoire au vu des gisements de pétrole présents dans la zone. Des forces militaires sont toujours présentes sur les îles depuis le conflit.

Il est important de rappeler que l'appellation de ces îles n'est jamais neutre, c'est une question diplomatique délicate. Selon que l'on choisisse d'employer le terme de « Malouines », adopté par l'Argentine ou de « Falkland », préféré par les britanniques, les réactions peuvent diverger. L'Union européenne avait décidé en 2023 dans une de ses déclarations d'utiliser le terme « Îles Malouines / Îles Falkland », afin de rester neutre. Cette non-prise de position avait attiré la colère des Britanniques. En France, on préfère l'appellation des « Malouines », en référence aux marins de Saint-Malo qui avaient fondé une colonie sur ces îles au XVIIIème siècle.

REVENDEICATIONS DE SOUVERAINETÉ :

Les Malouines forment aujourd'hui un territoire britannique d'outre-mer mais qui est toujours revendiqué par l'Argentine qui affirme qu'elles font historiquement partie de son territoire depuis son indépendance, et qu'elles ont été illégalement occupées par les britanniques en 1833. Malgré la victoire anglaise, la majorité des Argentins considèrent toujours que ce territoire leur revient de droit. L'Argentine considère les Îles Malouines comme faisant partie de la province de Tierra del Fuego dont la capitale est Ushuaia.

En 2013, lors d'un référendum local, 99 % de la population des Malouines avait décidé de rester britannique. Cependant, ces résultats ne sont reconnus ni par l'Argentine, ni par l'ONU. L'ancienne présidente argentine, Cristina Fernández de Kirchner, avait d'ailleurs rejeté ce résultat. La souveraineté malouine faisait partie de l'une de ses priorités en politique étrangère. Les Malouins, qui sont majoritairement d'origine britannique, car nés sur place depuis des générations, craignent l'Argentine qu'ils perçoivent comme une menace depuis l'invasion militaire en 1982. Ils rejettent toute forme de souveraineté argentine. Leur sentiment identitaire d'appartenance à la culture anglo-saxonne est très forte même s'ils vivent géographiquement en Amérique du Sud.

L'ONU considère les Îles Malouines comme un territoire non-autonome, reconnaissant le différend de souveraineté entre le Royaume-Uni et l'Argentine avec la résolution 2065 de 1965 et appelant les deux pays à négocier une solution pacifique. Elle affirme que ce territoire devrait être décolonisé et ne reconnaît donc aucune des deux souverainetés revendiquées, rappelant le droit à l'autodétermination des peuples.

UNE PRISE DE POSITION INÉDITE DE JAVIER MILEI :

Le mercredi 2 avril 2025, 43 ans après la guerre des Malouines, le président Milei ne s'est pas rendu à Ushuaia pour la cérémonie de commémoration mais a présenté un rapide hommage depuis Buenos Aires. Cette décision contraste avec celle de la vice-présidente Victoria Villarruel, présente à Ushuaia, capitale de l'archipel selon l'Argentine. Le discours du président a duré seulement quelques minutes et a vite dévié vers la question de la souveraineté de ce territoire. Javier Milei a rompu avec la position historique de sa nation à ce sujet. Pour la première fois, un président argentin reconnaît le droit des Malouins à l'autodétermination.

Il s'aligne avec la position du Royaume-Uni selon laquelle les habitants de l'archipel ont le droit de choisir leur nationalité, espérant qu'ils « votent avec leurs pieds », en faveur de l'Argentine. Il a insisté sur la nécessité pour son pays de devenir une grande puissance afin que les Malouins préfèrent être argentins. Lors de sa prise de parole il a déclaré : « *Que l'Argentine soit le pays le plus libre du monde, qu'elle ait à nouveau le PIB par habitant le plus élevé de la planète et que tous les citoyens du monde fantasment sur le rêve argentin, c'est ça que ce gouvernement entend par souveraineté* ». Le dirigeant était déjà allé à l'encontre du consensus national l'année dernière en employant le terme britannique de « Falkland » pour désigner l'archipel.

UN DISCOURS LARGEMENT CRITIQUÉ PAR LES ARGENTINS

Beaucoup critiquent ce positionnement, le qualifiant parfois d'« obséquieux » envers les Britanniques. C'est la première fois qu'un président argentin coopère autant avec le Royaume-Uni. La guerre des Malouines est un véritable traumatisme national, et la souveraineté argentine sur ce territoire est une des rares causes qui unissent la plupart des secteurs politiques et sociaux dans le pays. Le quotidien argentin Clarín a déclaré : « Les habitants de l'archipel sont déjà argentins, par la loi et la Constitution argentine. Ils n'ont pas à choisir de le devenir ou pas, parce que simplement : ils le sont. » Des vétérans de la guerre de 1982 ont également fait entendre leur mécontentement suite au discours de leur président : « C'est complètement dingue d'entendre ça [...] pour des vétérans qui continuent de lutter de bien des manières pour la souveraineté des Malouines, non plus sur le terrain militaire, mais sur celui de la mémoire et de l'identité nationale ».



Pour la majorité des Argentins on ne peut pas parler d'autodétermination pour les Malouins comme l'a affirmé Javier Milei. C'est ce qu'explique l'ancien député national Alejandro Rodríguez sur ses réseaux sociaux : « Le principe d'autodétermination des peuples n'est pas applicable aux Malouines puisque le Royaume-Uni a occupé par la force les îles en 1833, a expulsé sa population originelle et n'a pas permis son retour, violant ainsi l'intégrité territoriale de l'Argentine ». Les Britanniques de leur côté considèrent que le référendum de 2013 a permis d'appliquer le principe d'autodétermination des peuples et a donc clôt le débat autour d'une certaine souveraineté argentine. Le différend entre les deux Etats reste donc pour le moment non résolu.

UN PROCÈS INTENTÉ CONTRE JAIR BOLSONARO POUR TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Julie BOUDJEMAI

Le mercredi 26 mars dernier, les juges du Tribunal suprême fédéral du Brésil ont décidé à l'unanimité de retenir les charges pesant sur l'ancien président, accusé de tentative de renversement des résultats de l'élection présidentielle fin 2022.

L'INSURRECTION DU 8 JANVIER 2023

Le 8 janvier 2023, des milliers de partisans de Jair Bolsonaro ont mené une insurrection contre les institutions nationales à Brasilia, capitale du pays. Ils ont attaqué les bâtiments de la Cour suprême, du Parlement et du palais présidentiel, dénonçant une fraude électorale et appelant à une intervention militaire. Jair Bolsonaro a ensuite été la cible d'une enquête pour son rôle « incitatif » dans cette tentative d'insurrection.

Il aurait effectué « *une incitation publique à l'exécution d'un crime* » en publiant une vidéo sur les réseaux sociaux, comme l'explique le parquet brésilien dans un communiqué. Cette tentative d'insurrection a eu lieu quelques jours avant l'investiture de l'actuel président de gauche, Luiz Inácio Lula da Silva.

Jair Bolsonaro a également été accusé d'attaques contre les urnes électroniques, ce qui lui a valu une peine d'inéligibilité de 8 ans (jusqu'en 2030) aux élections présidentielles. L'ex-président d'extrême droite a fait appel de cette décision et espère encore que sa peine soit réduite, voire annulée afin de pouvoir se représenter aux élections de 2026. Cependant, une condamnation pour tentative d'abolition violente de l'Etat de droit démocratique réduirait ses chances à néant.

QUELS SONT LES CHEFS D'ACCUSATION RETENUS CONTRE L'ANCIEN PRÉSIDENT ?

Les chefs d'accusation retenus contre M. Bolsonaro sont lourds, incluant « *coup d'État* », « *tentative d'abolition violente de l'Etat de droit démocratique* » et « *organisation criminelle armée* ». En effet, Jair Bolsonaro est accusé d'avoir pris la tête d'une « *organisation criminelle* » ayant pour objectif de le maintenir au pouvoir après sa défaite à l'élection présidentielle de 2022 face à Luiz Inácio Lula da Silva.

Selon la police fédérale en charge de l'affaire, l'ancien président ainsi que 7 autres conspirateurs (dont l'ancien ministre de la défense Walter Braga Netto) auraient tenté d'élaborer un décret prévoyant la convocation de nouvelles élections. Ils auraient également eu pour projet une tentative d'assassinat visant le Président Lula, son vice-président Geraldo Alckmin ainsi qu'un juge de la Cour suprême, Alexandre de Moraes.

Jair Bolsonaro encourt alors une peine cumulée pouvant dépasser les 40 ans de prison. Il dénonce des « *accusations infondées* » et déclare être victime de la « *plus grande persécution politico-judiciaire de l'histoire du Brésil* ».



LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME

Les autorités ont remis aux juges un rapport de 900 pages en novembre dernier, décrivant « *l'existence d'une organisation criminelle qui a agi de façon coordonnée en 2022, dans la tentative de maintien du président de l'époque au pouvoir* ». À partir de ce rapport, les juges du Tribunal suprême fédéral ont alors décidé à l'unanimité de l'ouverture d'un procès contre l'ancien président brésilien. L'actuel président Luiz Inácio Lula da Silva a réagi en déclarant qu'il ne pouvait « *qu'espérer que justice soit rendue* ».

Cette décision est historique, car c'est la première fois qu'un chef d'État brésilien est poursuivi pour tentative de coup d'État sous un régime démocratique, déclare Marcio Coimbra du centre de réflexion Casa politica à l'Agence France-Presse. Cette accusation rappelle les mauvais souvenirs de la dictature militaire au Brésil entre 1964 et 1985. La dictature avait officiellement fait « *434 morts ou disparus politiques* », selon le rapport rendu par la Commission de la vérité en 2014, ainsi que des dizaines de milliers de personnes détenues et torturées, et de nombreuses personnes forcées à l'exil. Les souvenirs ont également été ravivés par la sortie du film *Je suis toujours là*, de Walter Salles, qui a reçu l'Oscar du meilleur film international.

Enzo Fachini, avocat spécialiste en droit pénal de la Fondation Getulio Vargas, a expliqué à l'Agence France-Presse que même si aucun délai n'est prévu par la législation pour la tenue du procès, « *on peut s'attendre à ce que [l'ex-président] soit jugé d'ici à la fin de l'année* » afin qu'il n'y ait aucune interférence avec les élections présidentielles de 2026. Jair Bolsonaro compte aujourd'hui sur le soutien de son « *ami* » et modèle politique Donald Trump pour user de son influence en sa faveur.

LA RÉÉLECTION DE DANIEL NOBOA EN ÉQUATEUR : ENTRE VICTOIRE CONTESTÉE ET DÉFI SÉCURITAIRE

Klervie LE CORRE

En Equateur, le président sortant Daniel Noboa a été réélu le 13 avril 2025 avec 55,62 % des suffrages face à son adversaire, Luisa Gonzalez qui dénonce une fraude électorale et appelle à un recomptage des voix.

UNE VICTOIRE NETTE MALGRÉ UN PREMIER TOUR SERRÉ



Le second tour de l'élection présidentielle équatorienne a vu le président sortant Daniel Noboa l'emporter avec 5 868 916 voix (55,62 %) contre 4 682 026 voix (44,38 %) pour Luisa Gonzalez, creusant un écart de près de 1,2 million de voix. Pourtant, au premier tour, la compétition avait été très serrée car les deux candidats n'étaient séparés que par 17 000 voix.

Peu après la confirmation de sa réélection, Daniel Noboa a déclaré devant ses partisans : « *Le bien a vaincu le mal, la justice a vaincu l'impunité et la liberté a vaincu l'oppression* », parlant d'une « *victoire historique* ». Au pouvoir depuis novembre 2023 après des élections anticipées, Noboa est décrit par Christophe Ventura, spécialiste de l'Amérique latine, comme appartenant « *aux grandes familles de l'oligarchie équatorienne* » et représentant « *la bourgeoisie conservatrice du pays* ». Il est également devenu à 35 ans le plus jeune président équatorien, lors de son premier mandat.

UNE DÉFAITE CONTESTÉE

Dès l'annonce des résultats, Luisa Gonzalez, avocate de 47 ans, a contesté la victoire de son rival, dénonçant une « *fraude électorale grotesque* » et exigeant « *un recomptage* » des votes. Elle a affirmé refuser de « *croire qu'il existe un peuple qui préfère le mensonge à la vérité [...] nous allons demander un nouveau décompte et l'ouverture des urnes* ». L'héritière politique de l'ancien président socialiste Rafael Correa (2007-2017) aspirait à devenir la première femme à diriger le pays. Malgré ces accusations, les missions d'observation de l'Union européenne, de l'Organisation des États américains (OEA) et du Conseil national électoral (CNE) de l'Équateur ont écarté tout soupçon de fraude. Ils ont souligné l'absence de preuves démontrant une quelconque manipulation des résultats électoraux. Si des pays comme le Brésil et les États-Unis ont rapidement félicité Noboa, plusieurs gouvernements de gauche de la région, notamment ceux de Colombie et du Mexique, se sont abstenus de le faire.

UN MANDAT SOUS HAUTE TENSION DANS UN PAYS EN CRISE

La campagne électorale équatorienne de 2025 s'est déroulée dans un climat extrêmement tendu. L'Équateur est en effet plongé dans une violence inédite. En janvier et février 2025, une personne a été tuée chaque heure, faisant de ce début d'année le plus sanglant de l'histoire récente malgré la politique de fermeté de M. Noboa contre les groupes criminels. La lutte contre les gangs liés au narcotrafic est devenue un enjeu central dans un pays devenu plaque tournante du trafic de drogue, en raison de sa situation géographique entre la Colombie et le Pérou, et de son économie dollarisée. L'assassinat d'un candidat à la présidentielle en 2023 suite à une guerre entre cartels, la prise de contrôle des prisons par des groupes criminels et l'attaque armée contre une chaîne de télévision début 2024 témoignent de l'ampleur du défi sécuritaire auquel doit faire face le président réélu.

La réélection de Daniel Noboa, bien que contestée par son adversaire, marque une étape décisive pour l'Équateur, confronté à des défis sécuritaires et économiques majeurs. S'il a réussi à convaincre une majorité d'Équatoriens de lui renouveler leur confiance, le président devra désormais prouver qu'il est capable de restaurer la sécurité et de relancer un pays en crise, tout en consolidant une légitimité fragilisée par les accusations de fraude.



BOLIVIE À LA CROISÉE DES CHEMINS : ENTRE TENSIONS POLITIQUES ET CHAOS ÉCONOMIQUE

Naomi LORENDEAU

Alors que les élections présidentielles en Bolivie ont lieu le 17 août prochain, le pays est marqué par une profonde crise politique et économique. Les rivalités internes au sein du Mouvement vers le Socialisme (MAS), notamment entre le président actuel Luis Arce et l'ancien président Evo Morales, exacerbent les divisions. Parallèlement, l'économie vacille sous le poids d'une inflation galopante, qui signe définitivement la fin d'un âge d'or pour le pays andin. Cette instabilité politique et économique plonge la population dans une incertitude grandissante, alimentant les grèves, les protestations et un sentiment général de mécontentement.

CRISE POLITIQUE : UNE LUTTE FRATRICIDE

À l'approche des élections de 2025, le Mouvement vers le Socialisme semble plus fracturé que jamais. L'ancien président Evo Morales, qui a dirigé le pays de 2006 à 2019 aux côtés du premier ministre et actuel président Luis Arce, divise ce parti qu'ils ont créé ensemble. Après trois mandats du premier chef d'État indigène de la Bolivie, la Cour institutionnelle en était venue à la conclusion qu'il serait désormais interdit pour un président d'effectuer plus de deux mandats, en novembre dernier. Pourtant, Evo Morales, poursuivi pour traite de mineure, a démontré sa volonté d'un retour au pouvoir en officialisant la création de son nouveau parti, Evo Pueblo. Lors d'un congrès à Villa Tunari, où il trouve le plus de partisans, il a déclaré qu'il serait le seul candidat à la présidentielle, et qu'il n'existerait « *pas de plan B* » s'il échouait. Lorsqu'on considère les intentions de vote, Evo Morales, soutenu par les populations rurales et autochtones, récolte dix fois plus de voix que son adversaire, une première depuis 2005. En outre, une tentative de coup d'État avortée en 2024 avait mis en lumière les divisions internes au sein des institutions et des forces armées boliviennes. Si l'on considère les accusations de corruption, les manifestations massives et les blocages organisés par les partisans de Morales, l'avenir des Boliviens semble plus qu'incertain.

CRISE ÉCONOMIQUE : UNE BOMBE À RETARDEMENT



Si entre 2004 et 2014, la Bolivie connaît une période de forte croissance grâce à ses exportations de gaz, la situation économique du pays s'est progressivement dégradée. Avec une dette publique de 86,7% du PIB en 2024, une baisse de la production de gaz, une faible exécution des dépenses d'investissement et une volatilité financière, la Bolivie arrive dernière des 12 pays d'Amérique du Sud en termes de PIB par habitant (3 600 USD).

L'économie bolivienne repose largement sur l'exploitation des hydrocarbures et des minerais (soit 19% des exportations totales), qu'elle vend principalement au Brésil, à l'Inde et à la Chine. Cependant, la baisse des prix mondiaux de ces ressources a réduit les revenus d'exportation. Le contrat avec l'Argentine s'étant terminé en 2024, la Bolivie peine depuis à diversifier ses sources de revenus et à faire face à son volume d'échange qui ne cesse de diminuer. Résultats, les investisseurs étrangers se méfient, et la banque centrale n'a pas eu d'autres choix que de puiser dans les réserves en devises pour maintenir le taux de change. Aujourd'hui, le manque de dollars américains entraîne des difficultés pour financer les importations essentielles, aggravant les pénuries de carburant et d'autres biens de première nécessité (céréales, hygiène, engrais...). Stello Cochamanidis, président d'une association de patrons, déclare « La crise économique est une bombe à retardement, et la pénurie de carburant est l'un de ses détonateurs immédiats ». Le 24 avril, des milliers de mineurs ont bloqué les rues de La Paz pour protester contre cette pénurie de dollars, qui menace leur activité et la stabilité du pays.

Par ailleurs, le blocage de la décharge principale de Cochabamba est indirectement lié à la crise économique, qui ne permet pas de trouver une solution durable à cette saturation de déchets. Dans la quatrième ville du pays, ce sont plus de 700 tonnes d'ordures qui s'accumulent chaque jour dans les rues, augmentant considérablement les cas de diarrhées et d'hépatite A.

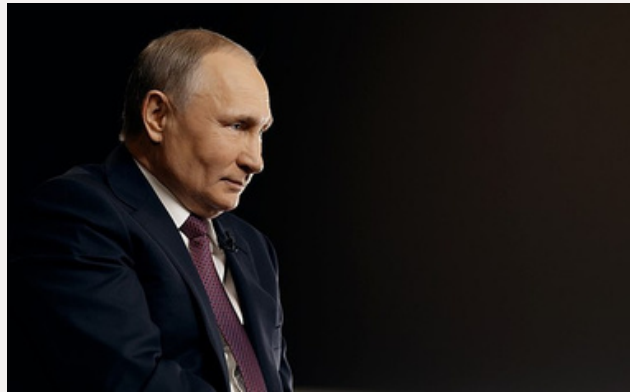
Le mécontentement général et la montée des intentions de vote pour Evo Morales font écho au virage vers les partis politiques extrémistes sur le continent, à l'image de Donald Trump et Javier Milei. La Bolivie se trouve ainsi à un carrefour décisif, où les crises se superposent et rendent les échéances électorales cruciales.



TRÊVE DE PÂQUES : LA GUERRE MISE EN PAUSE MAIS LA PAIX TOUJOURS HORS DE PORTÉE

Eva BELZ

À l'occasion des célébrations de Pâques, Vladimir Poutine a décrété une trêve unilatérale de 30 heures, mais la manœuvre a été rapidement décriée par l'Ukraine et les puissances occidentales. Alors que les combats reprennent aussitôt après la fin de la pause, les États-Unis et leurs alliés pointent du doigt l'absence de progrès tangibles et mettent en garde contre un désengagement du processus de négociation si de véritables efforts de paix ne sont pas entrepris.



TRUMP S'IMPATIENTE : « VLADIMIR, ARRÊTE ! »

Avant même les célébrations pascales, Donald Trump avait haussé le ton. Exaspéré par la lenteur des négociations entre Kiev et Moscou, le président américain a de nouveau menacé de désengager les États-Unis du processus diplomatique si aucun progrès tangible n'était observé. Son secrétaire d'État, Marco Rubio, a tenu un discours similaire à l'issue de réunions avec les responsables ukrainiens et européens à Paris : « *Si nous constatons que la paix est hors d'atteinte, nous passerons à autre chose. Les États-Unis ont d'autres priorités.* »

Trump, interrogé dans le Bureau ovale, a confirmé cette ligne dure : « *Marco a raison, nous voulons que ça s'arrête.* » Depuis son retour au pouvoir en janvier, le président américain, qui s'était engagé à mettre fin au conflit en « 24 heures », tente de faire avancer les négociations en entretenant un rapprochement direct avec le Kremlin. Mais jusqu'à présent, aucune concession significative n'a été obtenue.

« *Si l'une des deux parties rend les choses très difficiles, nous dirons simplement : "Vous êtes stupides, vous êtes des imbéciles, vous êtes des gens affreux", et nous passerons notre tour* », a-t-il lancé. Avant d'ajouter : « *Mais j'espère que nous n'aurons pas à faire ça.* »

UNE TRÊVE PASCALE SOUS PRESSION AMÉRICAINE

C'est dans ce contexte tendu que Vladimir Poutine a décrété, à la surprise générale, une trêve unilatérale de 30 heures à l'occasion de Pâques, célébré cette année le même jour par les orthodoxes et les catholiques. Prévus du samedi 18h au dimanche minuit, cette pause, officiellement justifiée pour des « *raisons humanitaires* », a été accueillie avec scepticisme par les capitales occidentales.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a d'abord dénoncé une manœuvre cynique, accusant son homologue russe de « jouer avec les vies humaines », avant d'accepter malgré tout cette « trêve de Pâques » et de proposer qu'elle soit prolongée, dans l'espoir de « donner une chance à la paix ». Mais cette main tendue est restée sans réponse : « Le président n'a ordonné aucun prolongement de la trêve », s'est contenté de déclarer lundi matin le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. A peine les douze coups de minuit avaient-ils sonné que les sirènes d'alerte retentissaient à nouveau en Ukraine.

Frappes aériennes, tirs d'obus, attaques de drones : chacun des deux camps s'est accusé d'avoir rompu le cessez-le-feu. Kiev a rapporté plus de 2 000 violations de la trêve par les forces russes en l'espace de quelques heures, tandis que le Ministère russe de la défense affirme que les violations du côté ukrainien se chiffrent à 4900. Ainsi, chaque camp s'est renvoyé la responsabilité de la rupture, révélant l'extrême fragilité de toute tentative de désescalade dans un conflit qui dure depuis plus de trois ans.

Trump a réagi immédiatement sur Truth Social, qualifiant cette attaque de « *pas nécessaire* » et de « *très mauvais timing* », avant de s'adresser directement à Poutine : « *Vladimir, arrête !* ». Il a exprimé sa désapprobation face aux bombardements sur Kiev et a exhorté Moscou à y mettre un terme, estimant qu'ils compromettent toute chance de parvenir à un accord de paix.

Toutefois, ce cessez-le-feu, aussi imparfait soit-il, a entraîné un léger apaisement. Les experts militaires ont noté une baisse significative des combats sur une grande partie de la ligne de front. Pour la première fois depuis longtemps, les habitants ont salué ce moment de répit, même bref. Mais la méfiance reste palpable. Pour nombre d'Ukrainiens, un accord durable semble illusoire tant que les attaques se poursuivent.



LE GRAND PLAN AMÉRICAIN POUR L'UKRAINE

Alors que Donald Trump avait promis pendant sa campagne de mettre un terme à la guerre en moins de vingt-quatre heures une fois élu, le président américain semble désormais confronté à la réalité complexe d'un conflit gelé par des positions irréconciliables. Ni Moscou ni Kiev ne paraissent prêts à céder sur leurs exigences fondamentales, ce qui met à mal l'ambitieux agenda diplomatique de la Maison-Blanche.

Depuis environ deux mois, soit peu après son retour au pouvoir en janvier, Donald Trump a lancé une série d'initiatives diplomatiques visant à faire émerger une solution politique à la guerre. Excluant volontairement les Européens de ces discussions, l'administration américaine a privilégié une approche bilatérale directe avec la Russie. Steve Witkoff, émissaire spécial désigné par Trump, a ainsi rencontré à plusieurs reprises Vladimir Poutine à Moscou. Lors de leur dernière entrevue, le 25 avril, le président russe a évoqué pour la première fois la possibilité de négociations directes avec Kiev. Une inflexion notable, bien qu'il ait pris soin de parler du « régime de Kiev » sans reconnaître explicitement la légitimité du gouvernement de Volodymyr Zelensky.

Les fuites dans la presse américaine sur le contenu du « plan Trump » ont rapidement enflammé la scène internationale. Celui-ci prévoit notamment la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté russe sur la Crimée, annexée en 2014, et un gel du conflit sur la ligne de front actuelle, ce qui entérinerait de facto le contrôle russe sur une partie du Donbass. En échange, Moscou renoncerait à toute offensive militaire supplémentaire, tandis que Kiev serait contraint d'abandonner toute velléité de reconquête.

Le plan comprendrait également l'engagement de Washington à bloquer toute future adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à alléger progressivement les sanctions économiques contre la Russie. Autant de concessions qui répondent en grande partie aux revendications formulées par le Kremlin depuis le début du conflit.

Mais à Kiev, la réaction est ferme. Le président Zelensky a aussitôt rejeté ces propositions, rappelant que « *tous les territoires temporairement occupés appartiennent à l'Ukraine* ». Pour lui, toute solution durable ne peut passer que par un « *cessez-le-feu immédiat, complet et inconditionnel* », sans contrepartie territoriale et avec des garanties internationales sur l'intégrité du pays. Pour Zelensky, renoncer à l'OTAN reviendrait à désarmer diplomatiquement l'Ukraine et à valider, rétroactivement, l'intervention militaire russe. Quant aux Européens, ils y voient une tentative de réécriture de l'architecture de sécurité du continent sans leur accord.

QUAND LES TRÊVES S'ENCHAÎNENT

Alors que les trêves se succèdent et que la diplomatie semble tourner en rond, les États-Unis, visiblement lassés par l'inefficacité de ces cessez-le-feu temporaires, haussent le ton. Après la trêve de Pâques, une nouvelle pause humanitaire a été annoncée pour le 8 mai par le Kremlin. Les États-Unis, sous pression, s'interrogent sur l'efficacité de ces engagements intermittents, qui ne semblent pas aboutir à des avancées substantielles. À Washington, la frustration grandit et certains pensent que cette insistance sur des trêves sans résultats réels pourrait mener à un désengagement total des États-Unis du processus de négociation. Comme l'a déclaré Tammy Bruce, porte-parole du département d'État : « *Si aucun progrès n'est fait, nous nous retirerons du processus.* »

LA GUERRE EN UKRAINE ET L'OCCULTATION DE LA GUERRE EN RUSSIE : UNE RÉALITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Robinson CHABOT-AGNESINA

Alors que les échanges de missiles se multiplient et que le nombre de morts ne cesse de croître, l'esquisse d'un cessez-le-feu semble encore lointaine entre Moscou et Kiev. Les Ukrainiens vivent dans la peur constante, en témoignent les récentes attaques meurtrières à Soumy comme dans la capitale. Qu'en est-il des Russes ? Population d'un pays en pleine « opération militaire spéciale » depuis plus de 3 ans. Avec un coût économique et humain qui s'alourdit pourtant de jour en jour, près de 80 % des Russes disent toujours soutenir les actions de leur gouvernement.

L'EXEMPLE D'IRKOUTSK, À 5300KM DE LA FRONTIÈRE UKRAINIENNE

Bien qu'il soit aujourd'hui délicat de documenter le quotidien des Russes, le média Lioudi Baïkala tente d'énoncer la réalité des faits avec ses journalistes sous pseudonyme. Établi désormais à l'étranger, le média russe révèle les nombreuses divergences dans la population à l'égard de la guerre débutée en 2022. C'est notamment dans la ville d'Irkoutsk que des journalistes ont recueilli de nombreux témoignages de citoyens russes tout à fait ordinaires. Entre indifférence, soutien inconditionnel et opposition formelle, les 600 000 habitants de cette ville de Sibérie ne semblent être que l'archétype de la société russe. Olga, 40 ans, explique : « Ce qui arrive aux gens que je ne connais pas ne me fait ni chaud ni froid. Ils se débrouilleront sans moi ». De son côté, Natalia déplore un « patriotisme effréné » dans sa ville natale. Elle décrit l'omniprésence de la propagande et de ses résultats tout à fait efficaces. Nombreux sont les habitants d'Irkoutsk à se porter volontaire. Elle s'oppose à la guerre comme elle le peut, en multipliant les petits emplois afin d'éviter de financer la guerre avec ses impôts. Ces divergences ne frappent pas seulement les habitants d'une même ville, mais aussi les membres d'une même famille. Elizaveta, domiciliée en Espagne, évoque ses relations avec sa famille restée en Sibérie : « Ma sœur me disait que j'étais une ennemie, et qu'elle allait me dénoncer ».



DES VOLONTAIRES QUI ÉVITENT UNE MOBILISATION GÉNÉRALE OFFICIELLE

Le soutien populaire envers le Kremlin n'est pas sans fondement. Le « recrutement de volontaires » remplace ce que beaucoup de Russes ont craint en avril 2022 lorsqu'ils ont fui à l'Ouest. La propagande, invitant la population à rejoindre « l'armée de la victoire », s'ajoute aux sommes de plus en plus importantes promises aux citoyens qui s'engagent dans l'armée. Un volontaire peut désormais gagner en un an ce qu'il mettrait parfois 10 ans à gagner dans un emploi civil. Un véritable ascenseur social pour toute la famille est ainsi proposé aux volontaires. En plus de la prime à la signature du contrat, de nombreux avantages leur sont conférés : formation professionnelle pour l'épouse, passe-droit à l'université pour les enfants ou aides médicales pour les grands-parents en font notamment partie. En plus de tout cela, douze millions de roubles (120 000 euros) sont même envoyés aux familles des défunts tombés à la guerre. La Russie a besoin de soldats, et « l'économie de la mort » qu'elle met en place l'atteste. Tout de même, Vladimir Poutine a signé un décret le 31 mars dernier afin de lancer une campagne massive de conscription. Elle prévoit le recrutement de 160 000 conscrits pour le printemps 2025, objectif le plus important depuis 2011.

UNE « ÉCONOMIE DE LA MORT » POUR UNE « ÉCONOMIE QUI SOMBRE »

Tels sont les mots de l'économiste russe Viatcheslav Shiryaev. Les premières récentes négociations avec Donald Trump illustrent le besoin russe de mettre fin à la guerre. Bien qu'infructueuses, elles révèlent l'état économique du pays en guerre. L'inflation frappe de plein fouet la population.



Hier, elle achetait du pain pour 50 roubles, aujourd'hui pour 80. De la même manière, la TVA a augmenté de 25%. Les recettes du pays diminuent de plus en plus alors qu'elles n'ont jamais été aussi importantes pour financer la guerre. Cible d'une multitude de sanctions économiques, Moscou exporte de moins en moins. La vente de pétrole s'est réduite de presque 10% entre 2024 et 2025. Bien que les médias nationaux russes clament l'inefficacité des sanctions occidentales, la réalité semble les contredire. Selon Viatcheslav Shiryaev, l'agence publique de statistiques Rosstat publie de fausses informations. Alors qu'elle admet une inflation de 2% par mois, certains calculs concernant les prix des biens courants montrent qu'elle devrait se mesurer entre 30 et 40% pour l'année 2024. Le calcul du PIB de la Russie se base donc sur des données erronées qui attestent une croissance de 4%. Or, avec l'inflation réelle, le pays est en récession.

En pleine crise économique, les 144 millions de Russes subissent les conséquences d'une guerre qui n'aurait pas dû durer. Seuls les soldats et leur famille ont vu leur situation socio-économique s'améliorer au fil du conflit. L'économie est le nerf de la guerre. Celle-ci est un fléau pour l'économie.

DÉCÈS DU PAPE FRANÇOIS : L'ÉGLISE CATHOLIQUE PERD SON CHEF

Nina LAFON

Figure emblématique du monde catholique, le pape François s'est éteint ce lundi 22 avril à l'âge de 88 ans. Retour sur le pape le plus aimé du 21^e siècle.

266^e pape de l'Église catholique, le pape François, de son vrai nom, Jorge Mario Bergoglio, était depuis 2013 le chef d'État du Vatican. Premier pape latino-américain, l'ancien archevêque argentin s'est notamment démarqué grâce aux nombreux engagements auxquels il a pris part au cours de sa vie. Migrations, lutte pour la justice sociale, discours écologistes et plus récemment Gaza et l'Ukraine, le pape François n'a cessé de multiplier les prises de position progressistes durant son pontificat. Surnommé l'évêque des pauvres, celui qui succéda à Benoit XVI tient d'ailleurs son nom de Saint-François d'Assise, emblème de paix et de pauvreté. Néanmoins, et ce malgré des combats marquants, le Saint-Père n'en est pas moins resté un pape conservateur, un pape pour qui l'avortement était un « génocide dès la conception » et l'homosexualité un pêché.



QU'EN EST-IL MAINTENANT ?

A la suite de neuf jours de deuil, le conclave, c'est-à-dire l'élection du nouveau pape, va se dérouler. Durant « la plus vieille élection du monde » qui a lieu le 7 mai, ce sont tous les cardinaux électeurs du globe qui vont se réunir au sein de la chapelle Sixtine afin d'élire à la majorité le prochain souverain pontife. Parmi les 135 cardinaux électeurs, 19 *papabili* ont été désignés comme les plus susceptibles de représenter l'Église catholique. Sur ces 19 cardinaux, on peut notamment compter un français, le cardinal Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille qui serait le premier pape français depuis 1377. Si aucun cardinal n'est affilié à un parti politique, il est néanmoins possible de connaître son positionnement politique. On observe alors une majorité des *papabili* appartenant à un courant plutôt central-progressiste. Il serait alors intéressant de connaître l'évolution de la volonté de dialogue inter-religieux qu'avait promu l'ancien pape François.

LA DIPLOMATIE PONTIFICALE

La diplomatie pontificale est la diplomatie extérieure exercée par le Saint-Siège. Considérée comme l'une des plus anciennes du monde, elle est très active et peut être différente en fonction du pape. Le pape François a pour sa part eu une diplomatie tournée vers les nombreux conflits qui ont touché le monde, que ce soit en Asie, au Moyen-Orient ou encore en Afrique. Membre observateur au sein de divers organes tels que l'ONU, le Saint-Siège entretient des relations diplomatiques avec 183 États, ce qui lui confère une influence importante dans les relations internationales. En effet, seule institution religieuse à disposer d'un statut pour le droit international, le Saint-Siège possède également un immense réseau d'information que les États n'ignorent pas et auquel il est important d'être accrédité. Partant de l'idée que la papauté doit s'adapter au monde d'aujourd'hui, la diplomatie du Vatican a fait de son absence de statut d'État un avantage dans les décisions géopolitiques. Le pape François a donc toujours été fidèle aux valeurs qu'il défendait, même dans ses derniers instants.

DERNIÈRE APPARITION POUR DERNIER SOUFFLE

Décédé ce lundi de Pâques, un signe considérable pour les fidèles, le pape François s'était exprimé pour la dernière fois publiquement la veille, dans un discours *urbi et orbi* (signifiant « à la ville et au monde entier ») afin de souhaiter de joyeuses Pâques. Il avait appelé, lors de son discours prononcé par l'un de ses collaborateurs car trop affaibli des suites de la pneumonie dont il souffrait, à un cessez-le-feu à Gaza. Il a rappelé également aux dirigeants du monde entier de ne pas céder à la logique de la peur qui enferme. La réunion entre JD Vance et le pape François fait donc partie des derniers instants du pape.

LES TERRES-RARES AU CENTRE DE L'ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE MONDIAL. DÉJÀ TROP TARD POUR L'EUROPE ?

Axel DANTIN

Drones, avions de chasse, IRM, semi-conducteurs, les terres-rares sont aujourd'hui des composants essentiels et nécessaires au fonctionnement de nos sociétés. Avec le retour des tensions géopolitiques et de la guerre commerciale, elles redeviennent un élément de tension de premier plan sur la scène mondiale. Alors que Pékin fournit plus de 70% des terres-rares dans le monde, Washington souhaite supprimer cette dépendance quitte à mépriser le droit international et exprimer des velléités expansionnistes. A l'inverse, Pékin utilise cet avantage dans la guerre commerciale que se livrent les deux Etats. L'Europe est de son côté dans une situation de dépendance extrême à la Chine et se doit de réagir.

Que sont réellement ces terres-rares, comment sont-elles au cœur de la lutte sino-américaine et quelle est la stratégie de l'Europe ?



QUE SONT LES TERRES-RARES ?

Les terres-rares regroupent 17 éléments chimiques du tableau périodique. Ce sont des éléments cruciaux pour les technologies modernes. Elles sont principalement utilisées dans quatre domaines : le numérique, l'énergie, le médical et l'armement. Elles servent par exemple à fabriquer des aimants utilisés dans la construction de moteurs miniaturisés puissants. Elles peuvent aussi être utilisées sous forme d'alliage magnétique. Ces terres n'ont de rare que le nom, elles sont en réalité assez communes sur Terre et sont par exemple, moins rares que l'or. En revanche, le peu de gisements et les difficultés à les extraire et les raffiner les rendent rares. L'Institut des études géologiques des États-Unis (USGS) a estimé la réserve mondiale de terres-rares à 120 millions de tonnes, dont 37% se trouvent en Chine, 18% au Vietnam, 17% au Brésil, et enfin 17% en Russie.

La demande croît au rythme des besoins en technologie bas-carbone nécessaire dans la construction des voitures électriques, des éoliennes marines et des dépenses militaires. L'Agence internationale de l'énergie prévoit une multiplication de la consommation de terres-rares par sept d'ici 2040. On estime que pour construire un F-35, 400g de ces terres-rares sont nécessaires, chiffre aussi faible qu'inquiétant étant donné la situation de monopole de la Chine. Selon les chiffres de l'École polytechnique, la Chine produisait en 2023 69% de la production mondiale de ces minerais, devant les États-Unis (12 %), la Birmanie (11 %) et l'Australie (5 %). Néanmoins, pour les utiliser, ces terres-rares doivent être traitées afin de les séparer, les purifier et enfin les raffiner. La Chine est le seul pays au monde à réaliser toutes ces étapes. Elle produit ainsi 85 % des terres-rares légères purifiées utilisées au niveau mondial, et 100 % des terres-rares lourdes. C'est un véritable monopole.

LA PRISE DE CONTRÔLE DE L'INDUSTRIE PAR LA CHINE.

C'est dans les années 1980 que la Chine a commencé sa production de terres-rares, alors que les États-Unis étaient les premiers producteurs mondiaux. Pour acquérir des parts de marché, Pékin a vendu à bas coût ces terres-rares, avec l'assentiment et même la très bonne réception des Occidentaux qui se ravissaient d'avoir des prix plus bas. En 1990, elle produisait 27% des terres-rares mondiales et dépassait la production des États-Unis deux ans plus tard. En 2008, la Chine concentrait 90% de la production mondiale. La concurrence n'a pu suivre la compétitivité de Pékin. En 30 ans, la Chine a pris le contrôle de l'ensemble du marché grâce à ses importantes réserves et sa capacité technologique. En 2010, la Chine a imposé un embargo au Japon sur les terres-rares pour un différend territorial. Les dirigeants japonais et américains ont alors pris conscience de leur vulnérabilité. Cet embargo a marqué une étape importante pour Pékin. Il a été déstabilisé par les syndicats du crime organisé chinois qui contrôlaient presque la moitié de l'industrie dans le centre-sud de la Chine. A la fin de l'embargo, le gouvernement a mis la main sur les mines qui étaient hors de son contrôle et a arrêté des milliers de personnes. Les mines ont ensuite été nationalisées en une seule société d'État du nom de China Rare Earth Group.

Depuis, Pékin a protégé son trésor. Jusqu'en 2014, des quotas étaient fixés par la Chine concernant les terres-rares. L'OMC a condamné cette procédure en mars 2014 et la Chine les a remplacés par des licences d'exportation sans quota qui avaient pour but de contrôler les acheteurs. Depuis 2023, le gouvernement chinois a imposé une interdiction sur l'exportation des technologies liées à l'extraction et au traitement des terres-rares. Les technologies de pointe sont confidentielles et protégées par l'État. De plus, certaines terres-rares utilisées pour la construction de semi-conducteurs sont désormais considérées comme propriété de l'État, permettant de contrôler totalement leur production. Aujourd'hui, les infrastructures et la maîtrise technologique de Pékin sont incomparables, la plaçant comme leader incontestable. Pour Dominique Viel, Présidente du groupe d'experts sur les ressources minérales de la transition bas carbone, il n'y a aujourd'hui pas de substitut à ces terres-rares. Seules d'importantes ruptures technologiques pourraient permettre une substitution, renforçant la position hégémonique de Pékin sur ce sujet.



UNE ARME IMPORTANTE DANS LA GUERRE COMMERCIALE SINO-AMÉRICAINNE

Les Etats-Unis cherchent depuis plusieurs années à réduire leur dépendance vis-à-vis de Pékin. Tout d'abord, les Etats-Unis n'ont pas de grandes réserves de terres-rares sur leur sol, l'USGS les estime entre 1% et 1,5% des réserves mondiales. Le gouvernement américain envisage donc d'investir dans des mines à l'étranger. C'est le cas de la mine de Minaçu au Brésil. Problème, la mine est d'ores-et-déjà sous contrat pour vendre ses terres-rares à la Chine, le seul client capable de traiter et séparer les terres-rares. Ainsi, cette option n'est pas complètement satisfaisante et continuera de nourrir le monopole chinois. C'est dans cette optique que le gouvernement américain a souhaité tirer avantage de sa position en Ukraine en proposant à Kiev d'exploiter les terres-rares présentes sur le territoire. Néanmoins bien que le sol ukrainien contienne d'autres minéraux, il ne possède presque aucune terres-rares. Seul un gisement est confirmé dans la partie de l'est de l'Ukraine occupée par les Russes, ce qui est loin d'être significatif. Washington a aussi évoqué la possibilité d'annexer le Groenland, principalement pour ses ressources minières et gazières. Le potentiel du Groenland a été reconnu. Le pays compterait environ 1,2% des réserves de terres-rares mondiales, soit autant que les américaines mais loin des réserves chinoises. Même en annexant le Groenland et en investissant massivement à l'étranger et sur le sol américain, la dépendance de Washington à la Chine semble durable.

Selon l'USGS, 72% des terres-rares utilisées aux Etats-Unis proviennent de la Chine. Le pays ne possède qu'une unique mine en Californie. Lorsque Washington a lancé sa guerre commerciale face à la Chine en mars dernier, les terres-rares représentent un atout majeur pour Pékin, atout qui a été joué. Le 4 avril, Pékin a annoncé des restrictions sur l'exportation de sept terres-rares à destination des Etats-Unis.

Elles passent sous licence non-automatique, cela signifie que chaque lot doit être approuvé au cas par cas, rajoutant un délai de plusieurs mois avant l'envoi, créant ainsi un risque de pénurie. Elon Musk a déclaré le 22 avril que l'arrêt des exportations de certains aimants par la Chine affectait ses plans de construction de robots. C'est un signal clair de l'impact de l'action de la Chine sur les grandes entreprises américaines. Bien qu'il soit difficile de savoir à quel point la question des terres-rares a pesé, Donald Trump a reconnu le 23 avril que les surtaxes de 145% imposées à Pékin, étaient « très élevées » et qu'elles allaient « baisser de façon substantielle », signe que Washington ne parvient pas à gagner le bras de fer face à Pékin.

LA STRATÉGIE DE L'EUROPE SUR LES TERRES-RARES

Les enjeux pour les Européens sont similaires à ceux des Américains, mais leur situation est peut-être encore plus alarmante. En 2023, l'Union européenne était dépendante à 98% de la Chine pour l'importation et la consommation de terres-rares pour Emmanuel Hache, directeur de recherche à l'IRIS. Seule une entreprise belge, Solvay basée à La Rochelle à le savoir pour traiter les terres-rares lourdes en Europe. Cela positionne l'Europe dans une situation dangereuse, très vulnérable aux potentiels embargos, comme celui qu'a connu le Japon en 2010. Ce dernier a réalisé des efforts après cet épisode, aussi bien au niveau des infrastructures que du savoir-faire, ce n'est pas le cas de l'Europe. En mars 2023, la Commission européenne a lancé le « *European Raw Materials Act* », dans le but de sécuriser les chaînes d'approvisionnements en matériaux critiques. A l'horizon 2030, la Commission fixe pour objectif de rapatrier « *Au moins 10% de la consommation annuelle de l'UE pour l'extraction, au moins 40% de la consommation annuelle de l'UE pour la transformation, au moins 25% de la consommation annuelle de l'UE pour le recyclage* ». Ils veulent aussi réduire la dépendance aux importations d'un seul pays à 65% de leurs importations totales. Une liste de 47 projets stratégiques répartis sur 13 pays a aussi été dévoilée. Cela concerne aussi bien l'extraction, que le traitement et les autres processus liés à l'utilisation de ces minéraux. En juin 2024, le plus gros gisement d'Europe a été découvert au sud-est de la Norvège, seulement quelques mois après la découverte d'un autre gisement important en Suède. L'Europe n'est pas totalement dépourvue de ces précieux minéraux. Néanmoins le coût environnemental et humain pour l'extraction de ces minéraux est important et ne peut être omis. La Chine a accepté de payer ce coût, on peut se demander si l'Europe le sera et si cela est même souhaitable. Le recyclage des terres-rares est une solution alternative qui permet d'alléger les coûts en termes d'eau et d'énergie, et minimiser les impacts environnementaux. Néanmoins, la forte croissance et la durée de vie longue de ces terres ne permettront pas au recyclage de remplacer totalement l'extraction et le traitement des terres-rares. L'Europe doit à tout prix assurer son autonomie a minima pour contrôler la production d'éléments stratégiques tels que l'armement.

L'Europe n'a pas vocation à être indépendante sur les terres-rares, tout comme les Etats-Unis. L'objectif de ces Etats est de diversifier leurs importations et maîtriser toutes les étapes de traitement des terres-rares pour atténuer le contrôle de la Chine et tenter de rattraper le retard. De son côté, Pékin cherche à accentuer la dépendance des Occidentaux. Aucun doute, les terres-rares continueront d'être au centre de l'échiquier mondial pour de très longues années.

MYANMAR : DERRIÈRE L'AMNISTIE DE 5 000 PRISONNIERS, LA SURVIE POLITIQUE D'UNE JUNTE ISOLÉE

Léo LE BRUN

GESTE DE CLÉMENCE... OU STRATÉGIE POLITIQUE ?

Le 17 avril 2025, à l'occasion du Nouvel An traditionnel birman, la junte militaire au pouvoir a annoncé une décision spectaculaire : la libération de près de 5 000 prisonniers. Selon le communiqué officiel, 4 893 détenus ont été graciés « pour participer au processus de construction de l'État, pour la tranquillité d'esprit du peuple et pour des raisons de compassion ». De plus, treize ressortissants étrangers bénéficieront d'une grâce suivie d'une expulsion du territoire. À première vue, ce geste pourrait être perçu comme une tentative sincère d'apaiser une population meurtrie par des années de violences et de répression. D'autant que cette amnistie intervient dans le cadre du Thingyan, le Nouvel An birman, traditionnellement associé à des rituels de purification et de renouveau. Pourtant, à y regarder de plus près, la mesure semble avant tout taillée pour répondre aux nécessités stratégiques de la junte. Car les grandes figures politiques du mouvement prodémocratie, les journalistes emprisonnés pour avoir défié la censure, ainsi que l'icône nationale Aung San Suu Kyi, restent, eux, derrière les barreaux. La libération massive n'inclut pas les voix dissidentes que le régime craint le plus. La scène devant la prison d'Insein, à Rangoun, dépeint un tableau poignant : des familles rassemblées aux premières heures du jour, certaines brandissant des pancartes portant les noms de leurs proches, ont vu défiler des bus bondés de prisonniers. Larmes, embrassades, soupirs de soulagement... Mais aussi, en filigrane, une angoisse persistante : celle d'un futur toujours incertain.

UNE TRADITION D'AMNISTIES AU SERVICE DU POUVOIR

Depuis les premiers coups d'État militaires en 1962, la Birmanie, rebaptisée Myanmar en 1989, a connu une succession de régimes autoritaires. Sous ces gouvernements, les amnisties collectives ont régulièrement été utilisées comme un instrument de gouvernance : elles servaient à désamorcer la pression populaire, à réduire la surpopulation carcérale, ou encore à améliorer l'image internationale du régime. Chaque amnistie est soigneusement orchestrée. Elle est l'occasion pour la junte d'afficher une façade d'humanité, tout en poursuivant ses objectifs de contrôle social. En 2011 déjà, lorsque le général Thein Sein avait amorcé une fragile ouverture démocratique, une vaste libération de prisonniers avait eu lieu pour accompagner les réformes. Toutefois, dans bien des cas, ces grâces restent conditionnelles : à la moindre infraction, les prisonniers libérés encourent des peines aggravées. Le scénario actuel ne déroge pas à cette règle historique. Derrière la rhétorique compassionnelle du régime, se dissimule une logique de contrôle et d'instrumentalisation.

En février 2021, après le renversement du gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi, la junte avait orchestré une libération controversée de près de 23 000 prisonniers de droit commun. Selon plusieurs ONG, cette manœuvre avait pour but de semer le chaos dans les rues, de délégitimer les autorités civiles locales et de libérer de l'espace dans les prisons pour incarcérer de nouveaux opposants. Aujourd'hui encore, l'amnistie de 2025 suit cette même logique. De nombreux dissidents restent enfermés, y compris les journalistes qui avaient couvert les violences militaires. Depuis 2021, plus de 21 000 personnes ont été arrêtées selon les données de l'*Assistance Association for Political Prisoners* (AAPP).

COMPASSION DE FAÇADE ET BRUTALITÉ D'UNE JUNTE ISOLÉE

La célébration de Thingyan cette année a été profondément assombrie par une tragédie naturelle. Le 28 mars 2025, un séisme dévastateur a frappé la Birmanie, faisant plus de 3 725 morts selon les chiffres officiels. Les scènes de dévastation, dans un pays déjà fragilisé par des décennies de conflits civils et d'isolement international, ont provoqué une onde de choc nationale. Face à cette catastrophe, la junte tente de maintenir une image de stabilité et de compassion. L'amnistie massive pourrait ainsi être lue comme un geste humanitaire destiné à panser une nation en deuil. Toutefois, la persistance d'une gouvernance autoritaire et la poursuite des violences dans plusieurs régions du pays viennent relativiser cette posture d'apparente bienveillance. Depuis le coup d'État de 2021, les combats n'ont jamais cessé dans de nombreuses provinces, notamment dans les régions de Sagaing, Chin et Karen. Des groupes de résistants pro-démocratie armés – les People's Defence Forces (PDF) – ainsi que plusieurs armées ethniques historiques s'opposent violemment aux troupes de la junte. Le 11 avril 2025, un raid aérien de l'armée contre un village de la région de Sagaing a causé la mort de 170 civils, dont de nombreux enfants. Cet événement tragique, l'un des plus meurtriers depuis des années, a provoqué une indignation internationale immédiate. Il illustre la brutalité persistante du régime et sa détermination à écraser toute forme de résistance. Dans ce contexte, l'annonce de la libération de milliers de prisonniers ressemble moins à un élan de compassion qu'à une stratégie de diversion, destinée à faire oublier les récents massacres.



Le 17 avril 2025, jour même de l'annonce de l'amnistie, une rencontre devait avoir lieu à Bangkok entre le général Min Aung Hlaing et Anwar Ibrahim, Premier ministre malaisien et président en exercice de l'ASEAN. Depuis 2021, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est a pris des mesures sans précédent pour marginaliser la junte birmane, refusant d'inviter Min Aung Hlaing aux sommets officiels en raison de son refus d'appliquer le « consensus en cinq points » visant à restaurer la paix. Le geste de libération, habilement orchestré à la veille de ces discussions régionales, vise donc probablement à amadouer une ASEAN de plus en plus critique, tout en évitant de véritables concessions politiques. Isolée diplomatiquement, frappée par des sanctions économiques occidentales et confrontée à une résistance intérieure féroce, la junte birmane doit aujourd'hui jongler entre la répression et des gestes d'apaisement sélectifs pour préserver son pouvoir. Cette libération massive est révélatrice d'une stratégie classique : montrer quelques signes d'ouverture pour désamorcer les critiques internationales, tout en maintenant une emprise totale sur le pouvoir domestique.

Si ces amnisties offrent à la junte birmane une brève respiration politique, elles ne sauraient masquer l'isolement croissant du régime face à une société en révolte et une scène internationale impatiente. Dans un monde où les régimes autoritaires cherchent de nouveaux alliés face à l'Occident, la Birmanie pourrait-elle devenir, à terme, un nouveau terrain d'affrontement stratégique entre la Chine, l'Inde et les puissances occidentales en Indo-Pacifique ?

TAÏWAN ENCERCLÉE : LES DÉMONSTRATIONS DE FORCE CHINOISES DU PRINTEMPS

Philippine BLANCHET

Début avril 2025, Pékin a une nouvelle fois fait démonstration de sa puissance militaire à proximité de Taïwan, territoire qu'il considère sien. Pendant trois jours, la Chine a lancé d'importants exercices militaires appelés *Joint Sword-2025A*, mobilisant forces navales, aériennes et missiles pour encercler symboliquement l'île. Ces manœuvres, qualifiées de « punition sévère » à l'encontre des autorités taïwanaises, font suite au passage du président taïwanais élu démocratiquement Lai Ching-te aux États-Unis. Si ce type d'exercices n'est pas inédit, leur intensité et leur ampleur traduisent une volonté chinoise d'installer un rapport de force militaire durable. Plus largement, ces manœuvres illustrent l'ancrage des tensions sino-taïwanaises dans une rivalité stratégique globale avec les États-Unis.

UNE RÉPONSE DIRECTE À LA DIPLOMATIE TAÏWANAISE

Les exercices militaires chinois s'inscrivent dans un contexte politique tendu : en janvier 2025, Lai Ching-te, issu du Parti démocrate progressiste (DPP), a remporté les élections présidentielles à Taïwan. Pékin considère ce parti comme ouvertement indépendantiste, et donc comme une menace directe à son principe d'« une seule Chine ». Si le président taïwanais n'a pas dérogé à la tradition diplomatique des escales aux États-Unis, ce geste a suffi à provoquer la colère de la Chine. Le gouvernement chinois a dénoncé une provocation, accusant les autorités taïwanaises de chercher à internationaliser le conflit en s'appuyant sur Washington.

Dans ce contexte, la Chine a décidé de riposter sur le plan militaire, en présentant ses exercices comme une « réponse légitime » à l'attitude de Taipei. Il ne s'agissait pas simplement de montrer la puissance militaire chinoise, l'objectif était aussi de tester des capacités tactiques dans un scénario de conflit réel, avec des simulations de frappes précises, de blocus maritime et d'opérations amphibies.

UNE MANŒUVRE À VISÉE STRATÉGIQUE : L'ART DU SIGNALEMENT MILITAIRE

Sur le plan opérationnel, ces manœuvres ont mobilisé un arsenal conséquent : plus de 40 avions de chasse ont franchi la ligne médiane du détroit de Taïwan, accompagnés de navires de guerre croisant à proximité de la zone économique exclusive taïwanaise. Le déploiement a été soigneusement chorégraphié pour simuler un encerclement de l'île : au nord, au sud et à l'est, les forces chinoises ont mené des exercices coordonnés, avec des bombardiers, des destroyers et des drones. L'état-major chinois a revendiqué des capacités de « frappe de précision » et d'« occupation de zones clés », dans ce qui s'apparente à une répétition générale d'une opération de coercition. L'objectif de l'armée chinoise était de simuler un blocus de l'île.

Ces opérations relèvent aussi d'un objectif de communication stratégique. En nommant ces exercices *Joint Sword-2025A*, Pékin laisse entendre qu'il pourrait y avoir d'autres vagues successives dans l'année. Ce nom codé évoque une manœuvre régulière, progressive, qui inscrit la pression militaire dans la durée. La Chine affirme ainsi sa détermination à dissuader toute velléité indépendantiste, tout en s'habituant elle-même à la complexité d'un théâtre d'opérations potentiellement explosif.

ENTRE DISSUASION ET ESCALADE : LES ÉQUILIBRES FRAGILES DE LA RÉGION

Face à ces démonstrations de force, la communauté internationale a réagi avec prudence. Les États-Unis ont exprimé leur préoccupation, mais sans s'écarter de leur politique d'« ambiguïté stratégique » : ils réaffirment leur soutien à la sécurité de Taïwan, sans reconnaître officiellement son indépendance. Cette posture vise à maintenir un équilibre précaire entre dissuasion et non-provocation, mais montre ses limites à mesure que Pékin intensifie ses pressions.

Côté taïwanais, la réponse est restée mesurée mais ferme. Le ministère de la Défense a mobilisé ses propres forces, affirmant sa capacité à protéger l'île et dénonçant les « actions unilatérales » de la Chine. Si un conflit ouvert reste improbable à court terme, le risque d'incident ou de mauvaise interprétation est réel. Chaque manœuvre, chaque passage de frontière symbolique, chaque mot prononcé en conférence de presse peut désormais peser sur la stabilité régionale.

Par ailleurs, ces exercices interviennent dans un contexte politique américain sensible : l'année 2025 marque le retour tumultueux de Donald Trump à la Maison Blanche. La Chine semble vouloir tester les limites du soutien américain à Taïwan, dans un contexte où les priorités diplomatiques et militaires de Washington ont et vont encore évoluer.

CACHEMIRE : L'ATTENTAT DU 22 AVRIL RELANCE LES TENSIONS INDO-PAKISTANAISES

Louna BOBINSKI

CACHEMIRE : L'ATTENTAT DU 22 AVRIL RELANCE LES TENSIONS INDO-PAKISTANAISES

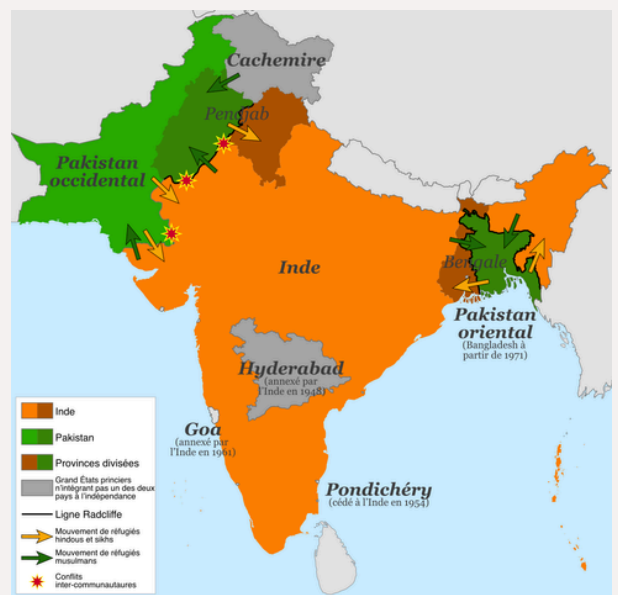
Le groupe Kashmir Resistance, issu d'un réseau islamiste pakistanais, a revendiqué l'attaque armée du mardi 22 avril 2025 dans la vallée himalayenne, qui a fait au moins 26 morts civils. Delhi annonce une « réponse forte ».

L'Inde a placé ses forces armées en état d'alerte, au lendemain de l'attaque la plus meurtrière depuis 2008 au Cachemire indien. Le ministre de la Défense, Rajnath Singh, a promis une réponse « forte et claire » à cette action. Cette organisation peu connue, mais soupçonnée d'être liée au groupe islamiste pakistanais Lashkar-e-Taiba (LeT), aurait planifié l'attentat avec l'aide de Saifullah Kasuri, un proche de Hafiz Saeed, figure bien connue du djihadisme régional. Sur les réseaux sociaux, le groupe islamiste a exprimé son mécontentement face à l'installation de plus de 85 000 « étrangers » dans la région, provoquant un « changement démographique ».

Les victimes, majoritairement des hommes venus visiter cette vallée surnommée la « mini-Suisse » dans les brochures touristiques indiennes, symbolisent cruellement l'échec de la stratégie sécuritaire du gouvernement Modi. Celle-ci reposait sur l'illusion d'un retour à la normalité au Cachemire depuis l'abrogation de l'article 370 en 2019. « Le gouvernement Modi misait sur l'idée qu'il impulserait le développement et le calme dans la région. Cette attaque montre un retour en arrière net », analyse Isabelle Saint-Mézard, spécialiste de la région. Elle souligne en outre les failles persistantes du renseignement indien, régulièrement pris de court dans cette zone grise entre guerre et terrorisme.

UN PEU D'HISTOIRE POUR COMPRENDRE LES RÉCENTS ÉVÉNEMENTS

Pour comprendre les ressorts de cette crise, il faut revenir à la partition de 1947, lorsque l'ancien Empire britannique des Indes a donné naissance à deux États : une Inde majoritairement hindoue et un Pakistan à majorité musulmane. Le Cachemire, territoire à majorité musulmane dirigé par un maharaja hindou, a fait le choix controversé de rejoindre l'Union indienne. Ce rattachement a déclenché la première guerre indo-pakistanaise, et l'instauration d'une ligne de cessez-le-feu en 1949, divisant le territoire : 37 % contrôlés par le Pakistan (Azad Kashmir) et 63 % par l'Inde (Jammu-et-Cachemire).



L'enjeu du Cachemire a été la cause de nombreux autres conflits : en 1965, 1971 (conflit élargi à la création du Bangladesh), 1999, 2001, 2008, 2019... sans qu'aucun n'aboutisse à une solution durable. Depuis les années 1980, le conflit a pris une forme insurrectionnelle, avec une recrudescence d'attentats et d'attaques-suicides, souvent attribués à des groupes basés au Pakistan et soutenus par ses services de renseignement.

L'arrivée au pouvoir d'un parti hindouiste (le BJP) xénophobe et particulièrement hostile aux minorités musulmanes en 2014 a marqué un tournant. Le Premier ministre Narendra Modi a décidé en 2019 d'annuler l'autonomie partielle du Jammu-et-Cachemire, inscrite dans l'article 370 de la Constitution. Cette décision visait à intégrer pleinement la région à l'Union indienne, à rebours des promesses initiales faites aux Cachemiris. Islamabad a immédiatement dénoncé une violation du droit international et un sabotage du référendum prévu par l'ONU, jamais organisé.

Depuis, la région est sous haute surveillance sécuritaire, les opposants politiques sont muselés, les communications régulièrement restreintes, et les tensions intercommunautaires exacerbées. Malgré les déclarations du gouvernement indien sur le recul du terrorisme et la progression du tourisme, l'attaque du 22 avril révèle la persistance d'un climat insurrectionnel latent, attisé par la frustration, le ressentiment religieux et l'activisme de groupes djihadistes transfrontaliers.

LES DIFFÉRENTS ENJEUX ACTUELS AUTOUR DU CACHEMIRE :

Le Cachemire n'est pas qu'un différend territorial. C'est un noeud géopolitique complexe, aux implications multiples :

- Militaires et nucléaires : l'Inde et le Pakistan sont deux puissances nucléaires dont la rivalité stratégique fait redouter une escalade incontrôlable.
- Terroristes : la région reste un vivier pour les groupes armés islamistes, tolérés voire soutenus par certains segments de l'« establishment » pakistanais, notamment l'armée et les services de renseignement.
- Nationalistes : en Inde, le BJP instrumentalise le Cachemire pour nourrir son récit d'un État fort et unifié ; au Pakistan, la défense du Cachemire galvanise l'opinion publique et justifie le poids politique de l'armée.
- Religieux : la minorité musulmane du Cachemire subit une marginalisation croissante dans l'Inde de Modi, où la « saffronisation » (hindouisation de la politique) alimente les tensions.
- Économiques et symboliques : la région, aux paysages spectaculaires, est au cœur de l'imaginaire national des deux pays, et sa maîtrise est présentée comme un enjeu de prestige et de souveraineté.

Face à l'attentat du 22 avril, Modi est attendu au tournant. Entre démonstrations de force, risques d'escalade, et impasses diplomatiques, l'éternel conflit du Cachemire montre une fois de plus qu'il n'est ni gelé, ni oublié. Qu'en sera-t-il de cette guerre sans fin indo-pakistanaise souvent oubliée de l'Occident ?

L'EFFET DES DROITS DE DOUANE SUR LES PAYS DE L'ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST

Les Etats-Unis sont le second plus grand partenaire commercial de l'ASEAN. Ces pays ont été particulièrement visés par les nouveaux droits de douane annoncés par Donald Trump. Ils s'élèvent actuellement à 10% pendant les 90 jours de pause mais risquent de revenir à 49% pour le Cambodge, 48% pour le Laos, à 46% pour le Vietnam, à 44% pour le Myanmar en pleine crise après un séisme dévastateur, à 36% pour la Thaïlande, à 32% pour l'Indonésie, à 24% pour la Malaisie et Brunei, à 17% pour les Philippines et enfin à 10% pour Singapour. Les membres de l'ASEAN se sont réunis le 10 avril 2025 et dans un communiqué conjoint, ils ont exprimé leur inquiétude concernant ces nouveaux droits de douane. Malgré la situation, ils ont déclaré ne pas prendre de mesures de rétorsion et vouloir continuer leurs relations commerciales avec les Etats-Unis dans le respect des procédures existantes.

Si les discussions entre les membres de l'ASEAN et les Etats-Unis n'aboutissent pas à une diminution définitive des droits de douane au-delà de la période de pause de 90 jours, ceux-ci constitueront une réelle menace aux industries dépendantes des exportations, telles que les deux plus importantes : l'industrie textile et l'industrie électronique.

Les entreprises ont commencé à envisager des relocalisations de leurs usines vers des pays moins touchés, mais le coût élevé d'une action et l'incertitude vis-à-vis du futur font que la situation est actuellement en suspens.

En dehors du cadre de l'ASEAN, des négociations bilatérales ont lieu. Les gouvernements du Cambodge et du Vietnam ont contacté l'administration Trump pour obtenir une réduction des taxes en échange de la diminution des droits de douane à l'encontre des produits américains. Le Vietnam s'est aussi engagé à augmenter le volume de ses importations venant des Etats-Unis.

Quel que soit le résultat de ces négociations, ces taxes ont servi de rappel à l'ordre pour les nations comme le Vietnam et le Cambodge qui n'avaient pas assez diversifié leurs exportations. Un recentrage vers la Chine, évoqué par certains médias, reste envisageable, mais comporte les mêmes risques et contredirait leur volonté de maintenir des relations équilibrées entre la Chine et les États-Unis.

LES RÉACTIONS DES PAYS DU QUAD AUX DROITS DE DOUANE

Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD) est une entente informelle entre les Etats-Unis, l'Inde, l'Australie et le Japon. Elle est dédiée à la coopération diplomatique et militaire. Entretenir de bonnes relations avec ces pays est essentiel à la stratégie américaine pour l'Indo-Pacifique face à la Chine. Pourtant ceux-ci n'ont pas échappé aux nouveaux droits de douane annoncés par Donald Trump.

Malgré les tentatives du gouvernement australien pour convaincre l'administration Trump de les exempter, l'Australie est concernée même si elle a été relativement épargnée par les droits de douane, à seulement 10% dès la première annonce. Parmi ses trois principaux secteurs d'exportation en direction des Etats-Unis, seul celui de la viande rouge est concerné, étant donné que les minerais et les produits pharmaceutiques sont pour l'instant épargnés. Néanmoins, le pays devrait être en capacité de rediriger ses exportations de bœuf vers la Chine pour y remplacer le bœuf américain.

Quant au Japon, initialement concerné par des droits de douane à 24% avant de se voir appliquer les 10% universels, il a été l'un des premiers pays à engager des négociations. Il est aussi particulièrement affecté par les droits de douane spécifiques à certains secteurs tels que l'industrie automobile et celle de l'acier et de l'aluminium pour lesquels ils s'élèvent à 25%.

Frappée par des droits de douane à l'origine à 26% avant la pause de 90 jours, l'Inde est l'un des pays pouvant le plus tirer son épingle du jeu au cours de cette guerre commerciale. Le pays y voit l'opportunité d'accueillir les entreprises de la région souhaitant relocaliser leurs usines dans un pays proche où les droits de douane sont peu élevés. De plus, son secteur textile, part importante de ses exportations, est bien plus attractif que ceux des pays voisins où les droits de douane sont très élevés. Néanmoins, le gouvernement indien négocie activement pour diminuer ces droits de douane, alors même que les Etats-Unis exigent l'abandon des mesures protectionnistes indiennes concernant son secteur agricole.

LES POSITIONS D'AUTRES ACTEURS RÉGIONAUX PROCHES DES ÉTATS-UNIS

Pour Taiwan, qui dépend en partie du soutien américain, l'annonce des droits de douane à 32% le 2 avril, a été un choc. De plus, de prochains droits de douane sur les semi-conducteurs sont à prévoir au regard des annonces de Donald Trump. Cette industrie est dominante dans les exportations de Taiwan et est en rivalité avec l'industrie américaine. Les principaux partis politiques taiwanais sont divisés sur la manière dont le pays doit répondre. Le parti au pouvoir, le DPP, a choisi de ne pas adopter de mesures de rétorsion et de subventionner les entreprises en difficulté. Le parti adverse, le KMT, a vu son argumentaire en faveur d'un pivot vers la Chine renforcé par la situation.

La Corée du Sud, visée par des droits de douane qui passeront à 25% après les 90 jours de pause, a rapidement engagé des négociations avec les Etats-Unis. L'enjeu principal pour le pays est l'industrie automobile, secteur déjà visé par des droits de douane spécifiques à 25%. Un accord pourrait être trouvé dans les mois à venir.

ISTANBUL, ÉTAT DE SANTÉ DE LA DÉMOCRATIE TURQUE

Jade CAYZAC

Voilà maintenant un mois que le maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu a été emprisonné le 19 mars, accusé de corruption et de terrorisme. Fait sans précédent, les manifestations de protestation ont été interdites par le gouverneur d'Istanbul. Plusieurs milliers de contestataires ont été arrêtés, s'ajoutant aux centaines de cadres du parti d'İmamoğlu et de plusieurs journalistes. 819 personnes sont poursuivies dans le cadre de ces mobilisations, dont 189 devaient être jugées vendredi 18 avril. L'audience a été reportée en raison d'une « *insuffisance de capacité dans la salle d'audience* ».

« CELUI QUI GAGNE ISTANBUL GAGNE LA TURQUIE »

Recep Tayyip Erdoğan craignait-il que ses propos, prononcés alors qu'il était lui-même maire d'Istanbul entre 1994 et 1998, ne se soient transformés en une prophétie autoréalisatrice ? Élu à la mairie le 31 mars 2019, Ekrem İmamoğlu remporte en juin 2019 un nouveau scrutin, tenu à l'initiative du Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdoğan qui entendait annuler les précédents résultats pour cause d'irrégularités. Le nouveau maire, membre du Parti républicain du peuple (CHP), s'est imposé avec 54,21% des suffrages, soit un écart de plus de 800 000 voix contre le candidat de l'AKP Binali Yıldırım. Alors que la capitale économique et culturelle demeurait sous l'autorité de son parti, l'AKP, depuis plus de vingt ans, cette nouvelle élection est un affront pour le président islamonationaliste Erdoğan. Par un tel écart des voix, İmamoğlu incarne la contestation du pouvoir, et le principal opposant au président. Peu de temps après l'annonce de sa candidature à la présidentielle de 2028, il est arrêté, accusé de « *corruption* » et « *terrorisme* ». Citant des irrégularités, l'Université d'Istanbul lui retire son diplôme la veille de son arrestation, le rendant inéligible au poste. La possession d'un diplôme universitaire est, en effet, imposée par la Constitution pour pouvoir accéder à la présidence. Pour l'opinion publique nationale et internationale, cette opération étendue à des cadres de la municipalité d'Istanbul est largement politique.

L'ARBITRAIRE TURQUIE D'ERDOGAN

Dans les jours qui ont suivi l'arrestation du maire stambouliote, des dizaines de milliers de manifestants se sont réunis, à Ankara, Izmir, et notamment à Maltepe, un district d'Istanbul où 2,2 millions de personnes se sont rassemblées le 29 mars. Bien que l'élan contestataire se soit affaibli, les étudiants poursuivent le mouvement, notamment pour protester contre la mesure visant la mutation de 20 000 professeurs, pour les remplacer par des enseignants s'accordant à l'idéologie d'Erdoğan. Les entreprises et les chaînes de télévision proches du pouvoir sont appelées à être boycottées, ne rendant pas compte des manifestations massives. Mais la répression est vive. Les derniers médias indépendants sont harcelés, plusieurs journalistes et photographes sont arrêtés. Ekrem İmamoğlu, dans une tribune écrite pour le Financial Times, dénonce le « *populisme autoritaire d'Erdoğan - dont les actes ne suivent pas les promesses* ». Depuis sa cellule de la prison de Silivri, il affirme « *On m'a jeté en prison sur la base de vagues rumeurs propagées par une poignée de prétendus témoins dont l'identité reste secrète. Je n'ai pas été condamné. Je suis un prisonnier politique.* »

ÉLIMINER UN MODÈLE DE GOUVERNANCE PLUS QU'UN RIVAL

Imamoglu est décrit comme un leader charismatique, populaire et surtout, modéré. Celui qui, selon ses propres mots, « s'efforce de proposer un modèle différent » offrait, à l'échelle locale, une alternative significative, reposant sur la participation citoyenne et la transparence. Alors qu'il était président de la section locale du CHP à Beylikdüzü, il a mis en place une structure horizontale, intégrant activement les bénévoles, à l'instar des Maisons des solidarités, dirigées par des femmes dans plusieurs quartiers. Cette politique de féminisation, avec l'application des quotas de genre de 50% au sein de la direction locale du parti, mais également de communication directe avec les citoyens, par la création de centres de vies sociales accessibles à tous, lui a permis d'élargir la base militante et de dynamiser la structure de son parti. À l'échelle locale et sous son impulsion, les politiques publiques ont été élaborées de manières plus participatives. Des méthodes qu'il a continué de diffuser après son élection à la mairie d'Istanbul. Les assemblées, groupes de travail, forums et votes de budgets, sont tant d'exemples de nouveaux mécanismes mis en place par le CHP, dans le but d'intégrer la société civile à la gouvernance locale. L'élan « ekremiste » a progressivement instauré la possibilité d'avoir le choix, d'avoir d'autres options que le parti hégémonique, l'AKP, et à son dirigeant conservateur, de plus en plus autoritaire.



DES PUISSANCES INTERNATIONALES MUETTES FACE À L'AUTOCRATIE

Imamoglu concluait sa tribune pour le Financial Times en appelant à la riposte démocratique : « Depuis plus de deux siècles, le peuple turc se bat pour le constitutionnalisme, la représentation citoyenne et la justice – faisant mentir tous ceux qui croient le pays condamné à l'autoritarisme. La solidarité démocratique internationale est désormais indispensable pour bâtir notre avenir commun. La vague mondiale de recul démocratique a peut-être commencé en Turquie. Mais je suis convaincu que la riposte débutera ici aussi. » L'ensauvagement du système international est cependant devenu très permissif pour les coups de force, et il semblerait que les Turcs ne pourront compter que sur eux-mêmes pour faire face à la montée de l'autoritarisme. En effet, les méthodes d'Erdogan sont protégées par la géopolitique, les probabilités que les puissances internationales n'appliquent des sanctions pour contester les dérives despotiques sont minces. La présidence Trump affiche une complaisance notoire envers les dirigeants qui ne s'embarrassent ni du droit ni des libertés. Là où les organisations internationales s'inquiètent pour la santé de l'État de droit turc, la détention du maire d'Istanbul a été réduite à une « affaire judiciaire interne » par Washington.

Du côté européen, la Turquie et sa puissance militaire représentent un intérêt renouvelé par la nouvelle doctrine de la sécurité européenne. Réputée pour posséder la deuxième armée la plus puissante de l'OTAN, la Turquie est pour l'Union européenne un acteur incontestable dans l'élaboration de sa stratégie de défense. Cependant, une telle stratégie vise à défendre le modèle démocratique européen. Une contradiction saute alors aux yeux : tenter de sauver la démocratie avec des armes qui, ailleurs, l'ont abattues.

ÉLIMINER UN MODÈLE DE GOUVERNANCE PLUS QU'UN RIVAL

Les droits, les libertés, le système électoral qui laisse transparaître sa perte de popularité et de légitimité, Erdogan n'en a cure. La contestation est réprimée, mais n'affaiblit pas le désir de justice déjà exprimé dans les urnes. Les dérives autoritaires du président l'éloignent irrémédiablement d'un retour légitime. L'opinion publique, quant à elle, semble déjà s'être ralliée à une nouvelle figure. La Turquie compte une population de 86 millions d'habitants, dont 16 millions résident à Istanbul. Mosaïque de communautés, la capitale est le visage de tout un pays, concentre sa diversité ethnique et socio-économique. Istanbul est la ville stratégique, la ville convoitée, la ville qui prend et donne la mesure. Celui qui gagne Istanbul ne gagne peut-être pas la Turquie, mais a probablement conquis le cœur des Turcs.

SECOURISTES TUÉS À GAZA: UNE ENQUÊTE ISRAËLIENNE SOUS LE FEU DES CRITIQUES

Mehdi SALHI

« *Fautes professionnelles* », « *désobéissances* » et « *malentendus* ». Tels étaient les mots utilisés par l'armée israélienne dans l'enquête interne révélée le dimanche 20 avril. Ce rapport détaille les erreurs plus ou moins assumées par Tsahal suite aux tirs mortels lancés sur quatorze secouristes et un employé onusien, le 23 mars à Rafah, au sud de Gaza.

UNE VIDÉO, DES AUTOPSIES ET DES PREUVES ACCABLANTES

Directement après les faits, la communauté internationale s'est indignée : Volker Türk, haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, a même qualifié la fusillade de « *crime de guerre potentiel* ».

Pire encore, l'armée avait présenté une version erronée des faits, indiquant qu'un convoi identifié « *se déplaçait dans l'obscurité d'une manière suspecte vers eux* », feux éteints. Ce récit a aussitôt été démenti suite à la publication d'une vidéo par le Croissant Rouge palestinien le 5 avril, montrant explicitement le déroulé de la fusillade : un convoi parfaitement reconnaissable grâce à des gyrophares bel et bien allumés roulait, quand les secouristes ont été interpellés par la présence d'un véhicule similaire sur le bas-côté et décident donc de s'arrêter. Sauf qu'une fois descendus de leurs engins, ces derniers subissent les tirs mortels de Tsahal. Par ailleurs, cette vidéo est extraite d'un téléphone trouvé sur une des victimes, Rifaat Radwan.

Les autopsies ont à leur tour révélé des détails sur le comportement des soldats. Docteur Ahmad Dhair, chef médecin légiste du ministère du Hamas ainsi qu'un confrère norvégien indiquent que 11 secouristes sur 15 ont reçu une balle dans la poitrine, dans la tête ou dans le dos, bien qu'ils portaient tous au moins une partie de leur uniforme du Croissant-Rouge palestinien ou de la défense civile. En outre, certains cadavres ont été endommagés par des éclats d'obus et potentiellement une explosion, en témoigne un des corps sectionné au niveau du bassin.

Le rapport d'autopsie laisse tout de même certaines questions en suspens car les corps examinés étaient en décomposition. Il était impossible de déterminer si les secouristes ont été abattus à bout portant ou s'ils étaient ligotés, bien que le Docteur Dhair ait remarqué des ecchymoses sur les poignets d'une des victimes.

Il convient aussi de noter que les corps ont été déterrés, huit jours après la fusillade, dans ce que Jonathan Whittal, membre du Bureau des Affaires humanitaires de l'ONU, désigne comme une « *fosse commune* ». Ce dernier affirme les propos du rapport d'autopsie, notamment en ce qui concerne le port d'uniformes et de gants de secourisme.

Le secrétaire général Antonio Guterres a dans ce sens exigé « *une enquête complète, minutieuse et indépendante* » laissant exprimer son choc face aux preuves de cette fusillade. Le quotidien israélien Haaretz, connu pour ses critiques nombreuses envers le gouvernement, a lui aussi plaidé pour une mesure similaire. Quant au principal ennemi de Netanyahu, le Hamas a remis en question l'éthique des soldats visés, qualifiant leurs actes de « *tentative délibérée de dissimuler le crime en enterrant des victimes dans des fosses communes* ». Enfin, le chef d'Etat Français Emmanuel Macron, lors de son voyage en Egypte, a tenu à visiter la ville égyptienne d'Al-Arich le 8 avril dernier, située à 50 km de Gaza. C'était l'occasion de rencontrer des représentants du Croissant-Rouge et de tenir une conférence de presse au terme de laquelle ce dernier a condamné la mort des secouristes dans l'enclave palestinienne, appelant à son tour à établir la vérité « *comme il se doit* ».

LE RAPPORT INTERNE QUI OSCILLE ENTRE EXCUSES ET JUSTIFICATION

Face à des preuves accablantes et des critiques virulentes, Tsahal devait réagir. C'est ainsi que Yoav Har Even, chef du mécanisme d'évaluation des faits de l'Etat-Major, section militaire indépendante dont l'objectif est d'enquêter sur les incidents inhabituels survenus pendant la guerre, a lancé une enquête sur le sujet. En conséquence, un récit détaillé des faits est dévoilé le dimanche 20 avril, s'articulant de la sorte : des soldats israéliens positionnés à l'ouest de Rafah ont tiré sur un premier camion de secours. Ils ont réitéré la même action à plusieurs reprises. Une seconde fois, une heure après le passage du premier camion et une troisième fois, suite au rapprochement d'un véhicule de l'ONU. Résultat : huit secouristes du Croissant-Rouge Palestinien, six membres de la Défense civile et un employé de l'UNRWA tués.

Tsahal a qualifié ces deux premières exécutions de « *malentendu opérationnel* » ajoutant que les soldats croyaient au rapprochement de l'ennemi. Concernant « *Le troisième incident* », l'enquête annonce qu'il « *constituait un manquement aux ordres dans un contexte de combat* ». Yoav Har Even assume bel et bien cette « *erreur* », mais elle ne conduit pas à la violation du code d'éthique de l'armée. Par ailleurs, ce dernier rappelle que les membres du Hamas se cachent souvent dans des infrastructures médicales ou civiles, comme les hôpitaux ou les ambulances. Ainsi, l'armée israélienne a annoncé que huit des quinze personnes tuées sont membres du Hamas.

UNE ENQUÊTE CRITIQUÉE

Au bout de cette investigation, les sanctions sont tombées pour deux soldats. Le plus haut gradé écope d'un blâme pour mauvaise gestion des corps et des camions et irrespect « *des procédures de combat* ». Tandis que le second militaire, un réserviste, sera contraint de mettre fin à sa carrière suite à la prise de mauvaises décisions et la fourniture d'une version erronée des faits.

Tant pour l'enquête que pour les sanctions, les critiques internes n'ont pas tardé à émerger. Itamar Ben Gvir, membre du parti d'extrême droite « *le parti sioniste religieux* » et ministre de la sécurité intérieure, a exprimé son insatisfaction quant aux sanctions infligées aux soldats et estime que ces derniers « *méritent un soutien total et non d'être abandonnés* ».

D'autre part, l'ONG israélienne Breaking the Silence, exprime ses doutes quant à la légitimité du rapport présenté par Har Even. Sur sa page Facebook, l'organisation indique que « l'enquête est truffée de contradictions, de formulations vagues et de détails sélectifs ». Cette même position est partagée par la défense civile et le Croissant-Rouge palestinien, dont le porte-parole Nabil Farsakh a déclaré que le rapport « justifie les meurtres et attribue la responsabilité de l'incident à une erreur personnelle du commandement sur le terrain, alors que la vérité est toute autre ».

UN SECTEUR HUMANITAIRE TOUCHÉ PAR LES BOMBARDEMENTS ISRAÉLIENS

Il ne s'agit pas de la première fois que les ONG et les organisations internationales sont prises pour cible par l'armée israélienne. Le Bureau de l'ONU pour les services d'appui au projet a été touché par le tir d'un char israélien le 19 mars dernier, causant la mort d'un employé bulgare. En réaction, Stéphane Dujarric, porte-parole de l'ONU, avait annoncé « la réduction du nombre d'employés internationaux » dans l'enclave palestinienne. Une semaine plus tard, c'était au tour de la Croix-Rouge de subir le même sort, sans victime cette fois-ci. Les locaux de l'ONG ont été endommagés par un bombardement de Tsahal, bien que le bâtiment affichait clairement l'emblème de l'organisation. Le 1er avril, Médecins Sans Frontières a annoncé la mort de son employé, Hussam Al Loulou, tué lors d'une frappe aérienne israélienne. Ce décès porte à onze le nombre de collaborateurs de l'ONG tués depuis le début du conflit, dont un autre vers la fin du mois de mars.

L'ONU estime que 1060 intervenants du secteur de la santé ainsi que 409 travailleurs humanitaires ont été tués depuis la riposte de l'Etat hébreu à l'attaque du Hamas du 7 octobre. Le réseau des ONG palestiniennes appelle en ce mois d'avril à l'arrivée de l'aide humanitaire, bloquée dans la ville d'Al-Arich à cause du siège déployé par Israël, afin de faire face à l'insécurité alimentaire, qui touche selon eux « 91% des habitants de la bande de Gaza ». Ce collectif plaide pour la mise en place d'une force onusienne capable de garantir un acheminement sécurisé de l'aide, une option loin d'être évidente suite à l'annonce de Monsieur Dujarric.

Nous rappelons qu'Israël a rompu le cessez-le-feu établi avec le Hamas depuis le 18 mars dernier par des bombardements meurtriers causant la mort de 400 personnes. A ce jour, nous comptons au total plus de 51 000 personnes tuées par les frappes israéliennes. Avec la mort des 15 secouristes le 20 mars dernier, bien que Tsahal reconnaisse ses responsabilités, Netanyahu reste déterminé pour poursuivre la guerre.

LES POURPARLERS IRANO-AMERICAINS : UNE DIPLOMATIE SOUS « PRESSION MAXIMALE » POUR LE NUCLÉAIRE ?

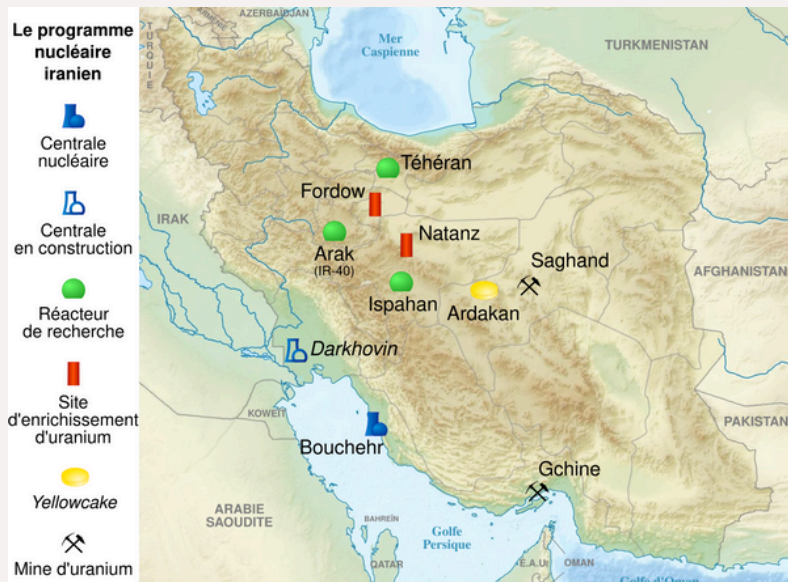
Lilou THIBERT

« S'ils ne parviennent pas à un accord, il y aura des bombardements », a déclaré le président américain Donald Trump à NBC News lors d'une interview. « Ce seront des bombardements comme ils n'en ont jamais vu auparavant. »

LE PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN, UNE SIMPLE STRATÉGIE DE DISSUASION ?

En 2002, le dissident iranien Alireza Jafarzadeh révèle la construction d'un site d'enrichissement d'uranium à Natanz et d'une installation d'eau lourde à Arak. Les suspicions de la communauté internationale sur cette dissimulation de Téhéran sont confirmées par des images satellites. Washington, alors dans un contexte post attaques terroristes du 11 septembre 2001, accuse les autorités iraniennes de mettre secrètement au point « des armes de destructions massives », une crainte confirmée par les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Malgré ces révélations, Téhéran développe ouvertement son programme et va jusqu'à annoncer en 2006 que « l'Iran a rejoint les pays nucléaires », tout en assurant un usage strictement civil. Le régime iranien réaffirmera plusieurs fois que les armes nucléaires n'ont « pas leur place dans la doctrine de défense iranienne ». Pourtant, l'Iran enrichit actuellement l'uranium jusqu'à 60 %, bien au-dessus de la limite de 3,67 % prévue par l'accord de 2015, mais reste toujours en dessous du seuil de 90 % requis pour les matériaux de qualité militaire.

La République islamique est donc un « État du seuil », c'est-à-dire un Etat capable de se doter de l'arme atomique. L'Iran posséderait « tous les composants nécessaires aux armes nucléaires mais ne les a pas assemblés », et le pays « n'aurait besoin que d'une semaine pour conduire des tests nucléaires et que le pays devrait mener ses premiers tests dans l'éventualité d'une attaque ». D'aucun pourrait penser que l'ancienne Perse semble considérer que le rapprochement du seuil nucléaire, soit le moment où le pays aura la capacité de produire une bombe atomique, lui octroierait une protection de son territoire grâce à l'arme de dissuasion ultime.



L'affaiblissement de l'axe de la résistance, un réseau d'influence iranien au Moyen-Orient pourrait tenter Téhéran d'accélérer le processus de sanctuarisation de l'Iran. L'administration iranienne avait fait de ce réseau régional une question idéologique et identitaire et un moyen de répondre aux attaques du territoire iranien à Beyrouth ou Israël.

L'ACCORD DE VIENNE, UNE TENTATIVE PACIFIQUEMENT IMPARFAITE DE CONTRÔLER LE PROGRAMME NUCLÉAIRE IRANIEN ?

La communauté internationale a donc tenté d'agir par la voie diplomatique pour dissuader les Mollahs de se doter de l'arme nucléaire. Ainsi, le 14 juillet 2015, à Vienne, le groupe des E3/UE +3, soit l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni (E3/UE) d'une part, la Chine, les États-Unis et la Russie (+3) d'autre part, ont abouti avec l'Iran à un accord de long terme concernant le dossier nucléaire iranien.

Cet accord politique fut endossé par la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) adoptée le 20 juillet 2015. Résoudre l'une des plus graves et des plus longues crises de prolifération nucléaire au Moyen-Orient, garantir le caractère exclusivement pacifique du nucléaire iranien et contribuer à la paix et à la stabilité de la région, tels sont les objectifs de ce *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPoA).



L'accord repose sur trois piliers que sont la limitation du programme nucléaire iranien pendant au moins une décennie, le renforcement des contrôles par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et la levée des sanctions internationales contre l'Iran. Or depuis février 2021, l'Agence internationale de l'énergie atomique n'est plus autorisée à superviser la « *production, l'assemblage et le stockage des centrifugeuses de l'Iran* ». Si le Croissant chiite ne respecte pas ses engagements, le principe de réimposition des sanctions, appelé *Snap-back*, entraînerait un retour de celles-ci.

La levée des sanctions a bénéficié graduellement à la République islamique iranienne à partir de 2016, notamment concernant les 150 milliards de dollars d'avoirs gelés à l'étranger. Mais depuis le retrait de la puissance américaine de l'accord de Vienne, la République islamique d'Iran fait face à une importante inflation. Les exportations de pétrole représentaient pour l'Iran 60% des recettes en devises iraniennes et 20-30% de recettes pour l'Etat. Ces exportations se sont effondrées sous la pression américaine provoquant la chute du rial iranien et des revenus étatiques. Le gouvernement iranien a donc imprimé davantage de monnaie et ainsi provoqué une inflation jusqu'à 60% depuis la sortie de Trump de l'accord.

Depuis ce rebondissement diplomatique en 2018, l'Iran a tout de même réussi à réduire sa dépendance économique à l'Occident en entretenant des liens plus étroits avec la Russie, dans les domaines militaire et sécuritaire, et avec la Chine, dans le domaine commercial, renforçant ainsi la résilience iranienne aux sanctions. Les 18 mois de conflit opposant Israël et l'Iran laissent Téhéran en mauvaise posture à l'aube des nouvelles négociations avec Washington qui se profilent pour le mois d'avril.

LA STRATÉGIE DE PRESSION MAXIMALE DE TRUMP POUR FAIRE PLIER Téhéran ?



L'Accord de Vienne, signé par les Etats-Unis en 2015 sous l'égide du président Obama, se limitait donc strictement au nucléaire. Or en 2018, Donald Trump a pris la décision de se retirer de ces accords et ambitionne d'élargir ce compromis aux questions régionales, balistiques ou encore aux drones militaires. Et depuis son retour à la Maison Blanche, le président américain a relancé sa politique dite « *de pression maximale* » contre l'Iran.

Le 9 avril 2025, les négociations furent ainsi précédées d'actes d'intimidation américains, notamment l'acheminement de moyens militaires considérables dans la région. L'administration Trump accumula des bombardiers B-2, des avions furtifs utilisés pour des frappes de précision, dans une base militaire conjointe américano-britannique au sud des Maldives. Avec la même intention, les Etats-Unis bombardèrent aussi massivement les Houthis yéménites.

Ce groupe d'Ansar Allah reçoit armes et bénéficie de l'entraînement de l'Iran, mais opère indépendamment de la puissance perse dans le ciblage de navires de la mer Rouge et les attaques directes contre Israël en soutien de la Palestine.

Malgré une absence de relations diplomatiques entre les deux pays depuis 1980, Donald Trump a appelé en mars à la négociation d'un nouvel accord tout en menaçant de le bombarder en cas d'échec de la diplomatie. Les spécialistes des affaires iraniennes alertent pourtant qu'au contraire dialoguer avec l'Iran par la menace tend à produire l'effet inverse que celui escompté. « *L'Iran a, je pense, pris soin au fil des ans de signaler qu'il ne se laisserait pas menacer par quoi que ce soit* », a signalé à Middle East Eye Ryan Costello, directeur politique du Conseil national irano-américain (NIAC).

Cette rencontre entre les deux pays est la première depuis une brève tentative en 2021 sous l'ancien président Joe Biden. Trump annonce des négociations « *directes* » avec les représentants iraniens. Une déclaration que Téhéran corrige en précisant que ces négociations seront « *indirectes* » avec le sultanat d'Oman comme intermédiaire. Les intermédiaires relayeront donc les discussions entre les deux parties. Donald Trump a fait cette déclaration depuis le bureau ovale en présence de Benjamin Netanyahu. Le chef d'Etat israélien ne cache pas sa préférence pour « *l'option militaire contre le programme nucléaire iranien* » qu'il privilégie à la négociation. Israël affirme qu'au lieu de frappes préventives, il souhaite la destruction totale du programme nucléaire iranien. Mais finalement les deux dirigeants semblent s'être accordés sur l'objectif de « *non-nucléarisation de l'Iran* » par la voix diplomatique de préférence. Dans une lettre adressée le mois dernier au guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, Trump impose néanmoins un délai de deux mois pour parvenir à un aboutissement des négociations. C'est le milliardaire Steve Widcoff, davantage choisi pour sa loyauté à Donald Trump qu'à ses compétences diplomatiques, que la Maison Blanche a choisi pour participer aux pourparlers avec le Croissant chiite.



Les Etats-Unis concéderont la levée des sanctions économiques contre la garantie de l'arrêt du développement militaire iranien, mais aussi avec l'arrêt du programme de drones balistiques qui ont pour destination Moscou, dans la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine. L'Iran ne semble pas prêt à négocier si les accords ressemblent à ceux de 2015. Le taux d'enrichissement de l'uranium serait dès lors limité à un niveau civil, à savoir 3,7% au lieu des 60% stockés actuellement.

Mais que faire de cet uranium déjà enrichi à 60% ? Serait-il transporté vers la Fédération russe ? Ou alors serait-il pris en charge par l'AIEA ? En somme, les interrogations planent toujours concernant un démantèlement du programme nucléaire, sera-t-il similaire au processus observé sous Kadhafi en Libye, ou un système de contrôle sera-t-il proposé comme celui des accords de Vienne de 2015 ? Malgré des divergences « à la fois sur les grandes questions et sur les détails », les Etats-Unis saluent les discussions qui se sont une nouvelle fois concrétisées lors d'une réunion ce 3 mai.

LES ETATS-UNIS NE CROIENT PAS NON PLUS À LA POSSIBILITÉ D'UN COUPLE STABILISATEUR ISRAËL-IRAN ?

Si l'Iran envisage de « *penser l'impensable* », pour citer le célèbre titre du livre d'Herman Kahn de 1962, les conséquences seraient-elles imprévisibles ? Le franchissement iranien du seuil nucléaire pourrait-il pousser Israël à se déclarer puissance atomique à son tour, faisant émerger deux nouveaux acteurs nucléaires au Moyen-Orient ? Cette hypothèse de l'émergence d'un couple stabilisateur Israël-Iran divise les experts. Kenneth Waltz avance en 2012 que « *si l'Iran obtient l'arme nucléaire, Israël et l'Iran se dissuaderont mutuellement, comme l'ont toujours fait les puissances nucléaires* ». De fait, même si la possession d'un arsenal nucléaire par l'Etat hébreu n'a jamais été reconnue elle n'en demeure pas moins incontestable.

Et si l'Iran, en tant que puissance régionale, souhaitait aussi se doter de ce statut ? Les deux pays jouent tous deux de leur transparence entre nucléaire civil et militaire. La crainte israélienne, de manquer de profondeur stratégique et les intérêts vitaux de l'Etat hébreu poussés au-delà des frontières de celui-ci, incite la dissuasion israélienne à adopter une politique d'ambiguïté délibérée concernant ses intérêts vitaux et particulièrement l'existence même de la bombe israélienne. Une ambiguïté semblable aux affirmations iraniennes que « *les armes nucléaires n'ont pas leur place dans la doctrine de défense* » tout en cultivant l'opacité des intentions iraniennes en matière de défense nucléaire.

Cette doctrine iranienne peut donc apparaître contradictoire entre les actions qui semblent prouver un arsenal quasiment opérationnel et une politique déclaratoire officielle exclusivement orientée sur le nucléaire civil. Une stratégie comparable à la stratégie nucléaire israélienne qui depuis la déclaration d'Ygal Allons en 1965 annonçait qu'« *Israël ne sera pas le premier Etat à introduire des armes nucléaires au Moyen-Orient, mais il ne sera pas le deuxième non plus* ».

SOURCES ARTICLES

[AFRIQUE] PRÉSIDENTIELLE 2025 EN CÔTE D'IVOIRE : UN SCRUTIN SOUS HAUTE TENSION POLITIQUE ET JURIDIQUE

Badiane Ousmane, « Il n'y aura pas de plan B, il n'y aura pas de plan C » : Tidjane Thiam réagit après sa radiation de la liste électorale, *BBC News Afrique*, 23 Avril 2025 : <https://www.bbc.com/afrique/articles/c1k4g0xlg4go>

Badiane Ousmane, Tidjane Thiam : le candidat à la présidentielle ivoirienne radié de la liste électorale par la justice, *BBC News Afrique*, 22 Avril 2025 : <https://www.bbc.com/afrique/articles/cx2y4d9nj37o>

Côte d'Ivoire: 44,60 % des internautes qualifient de "bonne décision" le non dépôt de la candidature de Jean Louis Billon pour la convention du PDCI-RDA du 16 avril dernier, *New Abidjan*, 28 Avril 2025 : <https://news.abidjan.net/articles/741281/cote-divoire-4460-des-internautes-qualifient-de-bonne-decision-le-non-depot-de-la-candidature-de-jean-louis-billon-pour-la-convention-du-pdci-rda-du-16-avril-dernier>

Côte d'Ivoire : l'ancien président et opposant Laurent Gbagbo déterminé à participer à l'élection présidentielle, *Le Monde Afrique*, 12 Avril 2025 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/12/cote-d-ivoire-l-ancien-president-et-opposant-laurent-gbagbo-determine-a-participer-a-l-election-presidentielle_6594892_3212.html

Côte d'Ivoire: le député du PDCI Jean-Louis Billon se déclare candidat à la présidentielle de 2025, *RFI Afrique*, 26 Octobre 2024 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241026-c%C3%B4te-d-ivoire-la-figure-du-pdci-jean-louis-billon-se-d%C3%A9clare-candidat-%C3%A0-la-pr%C3%A9sidentielle-de-2025>

Côte d'Ivoire : L'ex-Première dame Simone Gbagbo veut s'opposer à son ex-mari à la présidentielle de 2025, *20 Minutes*, 30 Novembre 2024 : <https://www.20minutes.fr/monde/4124343-20241130-cote-ivoire-ex-premiere-dame-simone-gbagbo-veut-opposer-ex-mari-presidentielle-2025>

Côte d'Ivoire : le président Ouattara annonce l'amnistie de Simone Gbagbo, *Europe 1*, 29 Janvier 2025 : <https://www.europe1.fr/international/cote-divoire-le-president-ouattara-annonce-lamnistie-de-simone-gbagbo-3727367>

Élections en Côte d'Ivoire : les candidatures de Gbagbo, Soro, et Blé Goudé sont menacées, *TV5 MONDE*, 18 Mars 2025, <https://information.tv5monde.com/afrique/elections-en-cote-divoire-les-candidatures-de-gbagbo-soro-et-ble-goude-sont-menacees>

En Côte d'Ivoire, le parti au pouvoir assure qu'Alassane Ouattara sera « bientôt investi » pour la présidentielle d'octobre, *Le Monde Afrique*, 20 Mars 2025 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/20/en-cote-d-ivoire-le-parti-au-pouvoir-assure-qu-lassane-ouattara-sera-bientot-investi-pour-la-presidentielle-d-octobre_6583816_3212.html?utm

Jeanin Marine, Côte d'Ivoire : après quinze ans de réflexion, Jean-Louis Billon se lance dans la course à la présidentielle, *Le Monde Afrique*, 30 Octobre 2024 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/30/cote-d-ivoire-apres-quinze-ans-de-reflexion-jean-louis-billon-se-lance-dans-la-course-a-la-presidentielle_6366451_3212.html?utm

Jeanin Marine, En Côte d'Ivoire, la course présidentielle se lance dans le plus grand flou, *Le Monde Afrique*, 10 Février 2025 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/30/cote-d-ivoire-apres-quinze-ans-de-reflexion-jean-louis-billon-se-lance-dans-la-course-a-la-presidentielle_6366451_3212.html?utm

Laurent Gbagbo et Blé Goudé peuvent désormais se "déplacer" selon la CPI, *BBC News Afrique*, 29 Mai 2020 : <https://www.bbc.com/afrique/region-52844144>

L.Barro, Présidentielle ivoirienne de 2025: l'ex député Gnangbo Kacou annonce sa candidature et affirme : " Moi président, notre monnaie s'appellera Ivoire ", News Abidjan, 10 Avril 2025 : <https://news.abidjan.net/articles/740804/presidentielle-ivoirienne-de-2025-lex-depute-gnangbo-kacou-annonce-sa-candidature-et-affirme-moi-president-notre-monnaie-sappellera-ivoire>

Présidentielle ivoirienne de 2025/ l'ex-député Gnangbo Kacou annonce sa candidature- "Moi, président de la République, notre monnaie s'appellera Ivoire", News Abidjan, 10 Avril 2025 : <https://news.abidjan.net/videos/55185/presidentielle-ivoirienne-de-2025-lex-depute-gnangbo-kacou-annonce-sa-candidature-moi-president-de-la-republique-notre-monnaie-sappellera-ivoire>

Présidentielle en Côte d'Ivoire: l'ex-première dame Simone Ehivet désignée candidate par son parti, RFI Afrique, 01 Janvier 2024 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20241130-pr%C3%A9sidentielle-en-c%C3%B4te-d-ivoire-l-ex-premi%C3%A8re-dame-simone-ehivet-d%C3%A9sign%C3%A9e-candidate-par-son-parti>

Transformation structurelle, Emploi, production et société STEPS Côte d'Ivoire, Nations Unies Commission économique pour l'Afrique, 2020 : <https://www.plan.gouv.ci/assets/fichier/STEPS-C-te-d-Ivoire-VF-du-071021,pd>

[AMÉRIQUE DU NORD] LE CANADA ENTRE INCERTITUDES ET MENACES D'ANNEXION : L'ÉLECTION DE MARK CARNEY, UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR

« Ancien banquier, novice en politique, anti-Trump... Qui est Mark Carney, le Premier ministre du Canada ? » SudOuest.fr, 29 avril 2025, <https://www.sudouest.fr/international/canada/ancien-banquier-novice-en-politique-anti-trump-qui-est-mark-carney-le-premier-ministre-du-canada-24224781.php>.

Canada, Elections. « Calendrier des activités durant une période électorale type ». Élections Canada, 11 mars 2025, <https://www.elections.ca/content.aspx?section=vot&dir=bkg&document=ec90795&lang=f>.

Canada : Mark Carney et le Parti libéral remportent les élections législatives, mais échouent à obtenir la majorité absolue. 29 avril 2025. Le Monde, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/29/canada-mark-carney-et-le-parti-liberal-remportent-les-elections-legislatives-mais-echouent-a-obtenir-la-majorite-absolue_6601157_3211.html.

« Get Live Results from the Canadian Federal Election ». CBC News, 28 avril 2025, <https://newsinteractives.cbc.ca/elections/federal/2025/results/>.

ICI.Radio-Canada.ca, Zone Économie-. « Que promettent les partis pour rééquilibrer les finances du pays? » Radio-Canada, 26 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/info/long-format/2159759/compositeur-cadres-financiers-partis-economie-budget>.

ICI.Radio-Canada.ca, Zone International-. « Alors que les Canadiens vont aux urnes, Trump appelle à voter pour lui ». Radio-Canada, 28 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2160946/trump-vote-canada-canadiens>.

ICI.Radio-Canada.ca, Zone Politique-. « Du Canada « brisé » au Canada « d'abord » : Pierre Poilievre forcé de s'ajuster ». Radio-Canada, 14 février 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2139925/pierre-poilievre-canada-brise-canada-dabord>.

« Les élections fédérales de 2025 enregistrent le plus fort taux de participation en 32 ans ». Radio-Canada, 29 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2161519/taux-participation-elections-2025>.

« Mark Carney favori aux élections fédérales au Canada, après une campagne à l'ombre de Trump ». France 24, 27 avril 2025, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250427-derni%C3%A8res-heures-de-campagne-%C3%A9lectorale-dans-un-canada-boulevers%C3%A9-par-une-attaque-%C3%A0-vancouver>.

« Mark Carney remporte son pari après une chaude lutte avec les conservateurs ». Radio-Canada, 29 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2161282/carney-elections-conservateurs-poilievre-singh-blanchet>.

Pierre Poilievre battu dans sa circonscription de Carleton ». *Radio-Canada*, 29 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2161296/poilievre-defaite-carleton-circonscription-conservateur>.

« Pierre Poilievre, un Trump canadien qui rêve de prendre la place de Justin Trudeau ». *France 24*, 27 avril 2025, <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20250106-pierre-poilievre-un-trump-canadien-qui-reve-de-prendre-la-place-de-justin-trudeau>.

ROB GILLIES. « Trump's Tough Talk Might Help Liberal Mark Carney Win a Full Term as Canada's Prime Minister ». *AP News*, 21 avril 2025, <https://apnews.com/article/mark-carney-canada-prime-minister-election-trump-5e97cf77654f6a843f9c434b97afe2b4>.

AMÉRIQUE DU NORD] WASHINGTON, TÉHÉRAN ET TEL-AVIV : LA QUESTION ÉPINEUSE DU NUCLÉAIRE IRANIEN

Ghazal Golshiti, « Ouverture diplomatique sur le nucléaire iranien », *Le Monde*, 14 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/ouverture-diplomatique-sur-le-nucleaire-iranien_6595835_3210.html

Julian E. Barnes, Eric Schmitt, Maggie Haberman, Ronen Bergman, « Trump Waved Off Israeli Strike After Divisions Emerged in His Administration », *The New York Times*, 16 avril 2025, <https://www.nytimes.com/2025/04/16/us/politics/trump-israel-iran-nuclear.html>

Laurence Nardon, interviewée par Romain Dessal, « Nucléaire iranien : Donald Trump peut-il négocier un nouvel accord ? », *New Deal (Slate Podcast et Institut français des relations internationales)*, 16/04/2025, <https://www.ifri.org/fr/audio/nucleaire-iranien-donald-trump-peut-il-negocier-un-nouvel-accord>

« Nucléaire iranien : de nouveaux pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran prévus à Rome le 19 avril », *Le Monde*, AFP, 14 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/nucleaire-iranien-de-nouveaux-pourparlers-entre-teheran-et-washington-prevus-a-rome-le-19-avril_6595865_3210.html

« Nucléaire iranien : fin du deuxième cycle de discussions entre l'Iran et les Etats-Unis, qui s'est tenu à Rome », *Le Monde*, AFP, 19 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/19/nucleaire-iranien-fin-du-deuxieme-cycle-de-discussions-entre-l-iran-et-les-etats-unis-qui-s-est-tenu-a-rome_6597733_3211.html?staled=1

« Nucléaire : troisième cycle de négociations entre l'Iran et les Etats-Unis à Oman, sous la médiation du sultanat », *Le Monde*, AFP, 26 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/26/nucleaire-troisieme-cycle-de-negociations-entre-l-iran-et-les-etats-unis-a-oman-sous-la-mediation-du-sultanat_6600256_3210.html

[AMÉRIQUE LATINE] JAVIER MILEI ROMPT AVEC LA POSITION HISTORIQUE DE L'ARGENTINE SUR LES ÎLES MALOUINES

Clarke, Tom. « We Take Nothing for Granted”: Falkland Islanders on UK Support amid Argentina Threat ». *Sky News*, <https://news.sky.com/story/in-new-world-dominated-by-strong-men-like-donald-trump-do-falkland-islanders-feel-less-secure-13329283>.

Debre, Isabel. « Argentina's President Milei Draws Pushback over His Falklands War Speech ». *AP News*, 2 avril 2025, <https://apnews.com/article/argentina-britain-falklands-war-history-anniversary-memorial-veteran-8c5e25dc6b68b838c7ac2f04a9c7857b>.

« Îles “Malouines” ou “Falkland” ? L'Union européenne irrite l'exécutif britannique ». *Courrier international*, 20 juillet 2023, <https://www.courrierinternational.com/article/diplomatie-iles-malouines-ou-falkland-l-union-europeenne-irrite-l-executif-britannique>.

« Javier Milei, le “laquais des Britanniques”, brise le consensus argentin sur les Malouines ». *Courrier international*, 4 avril 2025, https://www.courrierinternational.com/article/javier-milei-le-laquais-des-britanniques-brise-le-consensus-argentin-sur-les-malouines_229525.

Lacaze, Julie. « Îles Malouines: plus de 400 ans de conflit irrésolu ». *National Geographic*, 19 février 2018, <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/iles-malouines-plus-de-400-ans-de-conflit-irresolu>.

Lorca, Javier. « Milei defiende la autodeterminación de los isleños de Malvinas: "Buscamos que prefieran ser argentinos" ». *El País Argentina*, 3 avril 2025, <https://elpais.com/argentina/2025-04-03/milei-defiende-la-autodeterminacion-de-los-islenos-de-malvinas-buscamos-que-prefieran-ser-argentinos.html>.

« Milei rompió el reclamo histórico por Malvinas y reconoció la autodeterminación de los malvinenses ». *La Política Online*, <https://www.lapoliticaonline.com/politica/milei-rompio-el-reclamo-historico-por-malvinas-y-pidio-que-los-malvinenses-voten-con-los-pies/>. Consulté le 25 avril 2025.

« Milei llamó « malvinenses » a los isleños y señaló: « Anhelamos que prefieran votarnos y ser argentinos ». *LA NACION*, <https://www.lanacion.com.ar/politica/el-discurso-de-javier-milei-en-el-acto-por-malvinas-nid02042025/>.

[AMERIQUE LATINE] UN PROCÈS INTENTÉ CONTRE JAIR BOLSONARO POUR TENTATIVE DE COUP D'ETAT

« Jair Bolsonaro visé par une enquête ouverte sur l'assaut de Brasilia, un ancien ministre arrêté », *France 24*, 14 janv. 2023 <https://www.france24.com/fr/amériques/20230114-brésil-ouverture-d-une-enquête-à-l-encontre-de-jair-bolsonaro-après-l-assaut-de-brasilia>

Jezequel Morgann, « Brésil. Jair Bolsonaro pourra-t-il se remettre d'un procès pour tentative de coup d'État ? », 27 mars 2025 <https://www.courrierinternational.com/article/bresil-jair-bolsonaro-pourra-t-il-se-remettre-d-un-proces-pour-tentative-de-coup-d-etat-229241>

Kamenka Vadim, « Au Brésil, Bolsonaro sera jugé pour sa tentative de coup d'État », 25 mars 2025 <https://www.humanite.fr/monde/bresil/au-bresil-le-jour-le-plus-long-pour-bolsonaro-poursuivi-pour-sa-tentative-de-coup-detat>

AFP, « Brésil: Jair Bolsonaro sera jugé pour tentative de coup d'État », *La Croix*, 26 mars 2025 <https://www.la-croix.com/bresil-bolsonaro-sous-la-menace-d-un-proces-pour-coup-d-etat-20250326>

AFP, « La justice brésilienne confirme que l'ex-président Jair Bolsonaro sera jugé pour tentative de coup d'État », *Le Figaro*, 26 mars 2025 <https://www.lefigaro.fr/international/la-justice-bresilienne-confirme-que-l-ex-president-bolsonaro-sera-juge-pour-tentative-de-coup-d-etat-20250326>

AFP, « Au Brésil, l'ex-président Jair Bolsonaro sera bien jugé pour tentative de coup d'Etat », *Le Monde*, 26 mars 2025 <https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/bresil-lex-president-dextreme-droite-jair-bolsonaro-sera-juge-pour-tentative-de-coup-detat-2156380>

« Brésil: l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro sera jugé pour tentative de coup d'Etat », *Les échos*, 26 mars 2025 <https://www.lesechos.fr/monde/ameriques/bresil-lex-president-dextreme-droite-jair-bolsonaro-sera-juge-pour-tentative-de-coup-detat-2156380>

Meyerfeld Bruno, « Au Brésil, Jair Bolsonaro sera jugé pour tentative de coup d'Etat », *Le Monde*, 27 mars 2025 <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/27/au-bresil-jair-bolsonaro-sera-juge-pour-tentative-de-coup-d-etat-6586663-3210.html>

Ravier-Regnat Samuel, « Au Brésil, la justice ordonne un procès contre Jair Bolsonaro pour tentative de coup d'Etat », *Liberation*, 26 mars 2025 <https://www.liberation.fr/international/amerique/au-bresil-la-justice-ordonne-un-proces-pour-tentative-de-coup-detat-contre-jair-bolsonaro-20250326> OBL5K4SYKRGMTOSUA4X2UM2O7U/

Sahmkow Ramon, « Jair Bolsonaro sera jugé pour tentative de coup d'État », *Le devoir*, 26 mars 2025 <https://www.ledevoir.com/monde/ameriques/860038/jair-bolsonaro-sera-juge-tentative-coup-etat?>

[AMERIQUE LATINE] LA RÉÉLECTION DE DANIEL NOBOA EN ÉQUATEUR : ENTRE VICTOIRE CONTESTÉE ET DÉFI SÉCURITAIRE

Agence France Presse. « Daniel Noboa confortablement réélu avec 55,62 % des voix ». *La Presse*, 18 avril 2025, <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/2025-04-18/equateur/daniel-noboa-confortablement-reelu-avec-55-62-des-voix.php>

Agence France Presse. « Election présidentielle en Equateur : Daniel Noboa se félicite d'une « victoire historique », quand Luisa Gonzalez conteste les résultats ». *Le Monde*, 14 avril 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/14/en-equateur-daniel-noboa-se-felicite-d-une-victoire-historique-a-la-presidentielle-mais-luisa-gonzalez-conteste-les-resultats_6595704_3210.html

Agence France Presse. « Présidentielle en Équateur : les votes pour un second tour débutent en pleine crise sécuritaire ». *Le Figaro*, 13 avril 2025, <https://www.lefigaro.fr/international/presidentielle-en-equateur-un-second-tour-en-pleine-crise-securitaire-20250413>

Agence France Presse. « Présidentielle en Equateur : le président sortant Daniel Noboa déclaré vainqueur, sa rivale conteste les résultats ». *Franceinfo*, 14 avril 2025, https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/presidentielle-en-equateur-le-president-sortant-daniel-noboa-declare-vainqueur-sa-rivale-conteste-les-resultats_7188849.html

BBC News Mundo. « El presidente Daniel Noboa es declarado ganador de las elecciones en Ecuador con amplia ventaja y la opositora Luisa González denuncia "el mayor fraude que han visto los ecuatorianos" ». 13 avril 2025, <https://www.bbc.com/mundo/articles/c62z5e4nrw6o>

VANEGAS Lina. « Noboa réélu président, sa rivale de gauche conteste ». *La Presse*, 14 avril 2024, <https://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/2025-04-13/presidentielle-en-equateur/noboa-reelu-president-sa-rivale-de-gauche-conteste.php>

[AMERIQUE LATINE] BOLIVIE À LA CROISÉE DES CHEMINS : ENTRE TENSIONS POLITIQUES ET CHAOS ÉCONOMIQUE

ATS Agence télégraphique. « Des milliers de mineurs boliviens bloquent La Paz ». *Blick*, 24 avril 2025, <https://www.blick.ch/fr/monde/penurie-de-carburant-des-milliers-de-mineurs-boliviens-bloquent-la-paz-id20807791.html>

Carion. « Bolivie : l'ancien président Evo Morales tente un retour au pouvoir ». *Courrier international*, 2 avril 2025, https://www.courrierinternational.com/article/bolivie-l-ancien-president-evo-morales-tente-un-retour-au-pouvoir_229448

Chaparro, Amanda. *La Bolivie fragilisée par une économie en crise*. 16 mars 2025, https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/03/16/la-bolivie-fragilisee-par-une-economie-en-crise_6582120_3234.html

« Evo Morales proclama candidatura presidencial, pero todavía no anuncia el partido por el que se postulará ». *EL PAIS*, 20 avril 2025, <https://www.elpais.com.uy/mundo/evo-morales-proclama-candidatura-presidencial-pero-todavia-no-anuncia-el-partido-por-el-que-se-postulara>

Molina Fernando. *Bolivie. L'autodestruction du MAS - A l'encontre*. 4 avril 2025, <https://alencontre.org/ameriques/amelat/bolivie/bolivie-lautodestruction-du-mas.html>

Webmaster, Direction. *Bolivie en crise : scandales, révoltes et effondrement économique en plus de la candidature d'Evo Morales pour un quatrième mandat - Nouveaux Espaces Latins*. 5 mars 2025, <https://www.espaces-latins.org/archives/125462>

[EURASIE] TRÊVE DE PÂQUES : LA GUERRE MISE EN PAUSE MAIS LA PAIX TOUJOURS HORS DE PORTÉE

AFP. "Les Ukrainiens sceptiques quant à la trêve de Pâques promise par Poutine." *La Croix*, 20 avril 2025, <https://www.la-croix.com/les-ukrainiens-sceptiques-quant-a-la-treve-de-paques-promise-par-poutine-20250420>.

Alain Barluet. "Ukraine: la fausse trêve de Vladimir Poutine pour Pâques.", *Le Figaro*, 20 avril 2025, <https://www.lefigaro.fr/international/ukraine-la-fausse-treve-de-vladimir-poutine-pour-paques-20250420>.

Ariel Guez. "Guerre en Ukraine : les États-Unis jugent «absurde» la trêve de trois jours annoncée par Poutine et menacent de jeter l'éponge." 30 avril 2025, <https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-les-etats-unis-jugent-absurde-la-treve-de-trois-jours-annoncee-par-poutine-et-menacent-de-jeter-l-eponge-20250430>.

Emmanuelle Chaze. "Ukraine: avec la fin de la trêve de Pâques, l'est du pays vit à nouveau sous la menace constante de frappes.", *Europe*, 22 avril 2025, <https://www.rfi.fr/fr/europe/20250422-ukraine-avec-la-fin-de-la-tr%C3%AAve-de-p%C3%A2ques-l-est-du-pays-vit-%C3%A0-nouveau-sous-la-menace-constante-de-frappes>.

"Guerre en Ukraine: de l'art de faire miroiter la trêve". *LES ÉCHOS*, 28 avril 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/guerre-en-ukraine-de-lart-de-faire-miroiter-la-treve-2162297>.

"Guerre en Ukraine: vers quel accord se dirigent les États-Unis?", *Les échos*, 28 avril 2025, <https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/guerre-en-ukraine-vers-quel-accord-se-dirigent-les-etats-unis/10604528.html>.

Pierre Challier. "Guerre en Ukraine: Pourquoi Poutine a-t-il décrété une trêve?", *La dépêche*, <https://www.ladepeche.fr/2025/04/30/entretien-guerre-en-ukraine-pourquoi-poutine-a-t-il-decrete-une-treve-il-a-peur-des-drones-ukrainiens-le-jour-du-defile-selon-un-specialiste-12666663.php>.

Thomas d'Istria. "Guerre en Ukraine : une « trêve de Pâques » russe qui tombe à un moment opportun." *Le Monde*, 21 avril 2025. *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/21/guerre-en-ukraine-une-treve-de-paques-russe-qui-tombe-a-un-moment-opportun_6598396_3210.html.

[EURASIE] LA GUERRE EN UKRAINE ET L'OCCULTATION DE LA GUERRE EN RUSSIE : UNE RÉALITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

« La Russie racontée par les Russes », *Courrier international*, 17 avril 2025, n°1798.

« En Russie, Poutine lance la plus grande campagne de conscription depuis plus d'une décennie », *Le Grand Continent*, 1er avril 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/04/01/en-russie-poutine-lance-la-plus-grande-campagne-de-conscription-depuis-plus-dune-decennie/>

Kastouéva-Jean, Tatiana. « « En Russie, l'impact démographique de la guerre en Ukraine s'ajoute au déclin structurel de la population depuis la chute de l'URSS » ». *Le Monde*, 12 avril 2025, https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/04/12/en-russie-l-impact-demographique-de-la-guerre-en-ukraine-s-ajoute-au-declin-structurel-de-la-population-depuis-la-chute-de-l-urss_6594619_3232.html

Prochazkova, Petra. « La Russie a besoin de paix parce que son économie sombre ». *Denik N*, 6 mars 2025, <https://denikn.cz/1668911/rusko-potrebuje-mir-protize-jeho-hospodarstvi-tece-do-bot-putin-to-dobre-vi-rika-expert/?ref=list>

Pronina, Karina. « A Irkoutsk, ni vraiment la guerre ni tout à fait la paix », *Lioudi Baïkala*, 18 février 2025, <https://baikal-journal.ru/2025/02/18/eshhyo-ne-voennyj-no-uzhe-ne-mirnyj-kakim-stal-irkutsk-za-tri-goda-vojny/>

Quénelle, Benjamin. « Loin du front, les Russes vivent dans la banalisation de la guerre ». *Le Monde*, 25 février 2025, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/02/25/loin-du-front-les-russes-vivent-dans-la-banalisation-de-la-guerre_6563484_3210.html

Tronchet, Sylvain. « En Russie, les salaires offerts aux volontaires pour partir en Ukraine installent une "économie de la mort" », *France culture*, 17 septembre 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/le-reportage-de-la-redaction-emission-du-mardi-17-septembre-2024-5632857>

[EUROPE] DÉCÈS DU PAPE FRANÇOIS : L'ÉGLISE CATHOLIQUE PERD SON CHEF

« Mort du pape François : comment le contexte géopolitique peut influencer le choix de son successeur ». *Franceinfo*, https://www.francetvinfo.fr/monde/vatican/pape-francois/mort-du-pape-francois-comment-le-contexte-geopolitique-peut-influencer-le-choix-de-son-successeur_7203771.html. Consulté le 11 mai 2025.

« Conclave : 19 papabili ». *Le Grand Continent*, 25 avr. 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/04/25/conclave-19-papabiles/>. Consulté le 11 mai 2025.

« J.D. Vance au Vatican après les critiques du pape sur la politique migratoire américaine ». *Libération*, 19 avr. 2025, https://www.liberation.fr/international/amerique/jd-vance-au-vatican-apres-les-critiques-du-pape-sur-la-politique-migratoire-americaine-20250419_O6C4CF4SQ5GUJL6UTY3KBIEL64/. Consulté le 11 mai 2025.

« L'influence de la papauté dans le monde ». *Vie publique*, <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271084-linfluence-de-la-papaute-dans-le-monde#les-figures-diplomatiques-pontificales>. Consulté le 11 mai 2025.

« Présentation du Vatican ». Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/vatican-saint-siege/presentation-du-vatican/>. Consulté le 11 mai 2025.

« Pape François : Joyeuses Pâques, un tour en papamobile, et puis s'en va ». *Libération*, 20 avr. 2025, https://www.liberation.fr/societe/religions/pape-francois-joyeuses-paques-un-tour-en-papamobile-et-puis-sen-va-20250420_WELOFDJVFBDA3FXPZBEG3LK54/. Consulté le 11 mai 2025.

« Le pape et la diplomatie : au cœur des crises, l'Église et les ambassadeurs du monde ». *Vatican News*, janv. 2024, <https://www.vaticannews.va/fr/vatican/news/2024-01/pape-diplomatie-vatican-eglise-ambassadeurs-monde-crisis-rome.html>. Consulté le 11 mai 2025.

[EUROPE] LES TERRES-RARES AU CENTRE DE L'ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE MONDIAL. DÉJÀ TROP TARD POUR L'EUROPE ?

"Terres rares : quels enjeux pour la France et l'Europe?" *vie-publique.fr*, 19 mai 2023 <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/289457-terres-rares-quels-enjeux-pour-la-france-et-leurope>, consulté le 23 avril 2025.

"Terres rares, métaux stratégiques", *Geoconfluence*, février 2025, <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/terres-rares-et-metaux-strategiques>, février 2025, consulté le 23 avril 2025.

ADIMAS, "Comment la Chine domine la production de terres rares", 16 janvier 2025, <https://adimas.paris/comment-la-chine-domine-la-production-de-terres-rares/>, consulté le 23 avril 2025.

admin_cn, "Découverte du plus gros gisement européen de terres rares : quelles conséquences pour l'approvisionnement européen ?", <https://www.iris-france.org/173030-decouverte-du-plus-gros-gisement-europeen-de-terres-rares-quelles-consequences-pour-lapprovisionnement-europeen/>, 18 janvier 2023, consulté le 24 avril 2025.

Bradsher Keith, « Elon Musk Warns China's Rare Earth Restrictions May Delay Tesla Robots », *The New York Times*, 23 avr. 2025 p.

Bradsher Keith, « How China Took Over the World's Rare Earths Industry », *The New York Times*, 16 avr. 2025 p.

Bradsher Keith, « China Tightens Its Hold on Minerals Needed to Make Computer Chips », *The New York Times*, 26 oct. 2024 p.

Caliman Lucille, "La Chine en situation de monopole sur les terres rares", <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/geopolitique/la-chine-en-situation-de-monopole-sur-les-terres-rares/> , 29 janvier 2025, consulté le 23 avril 2025.

Liu Siyi et Patton Dominique, « China bans export of rare earths processing tech over national security », Reuters, 22 déc. 2023 p.

Nicas Jack, « The Mine Is American. The Minerals Are China's. », The New York Times, 16 avr. 2025 p.

Sorkin Andrew Ross, Mattu Ravi, Warner Bernhard, Kessler Sarah, Merced Michael J. de la, Hirsch Lauren et LeeEdmund, « Trump's Rare Earth Diplomacy », The New York Times, 26 févr. 2025 p.

Tan Eli, « What Are Rare Earth Metals? », The New York Times, 15 avr. 2025 p.

"La Commission se félicite de l'accord politique intervenu concernant la législation sur les matières premières critiques", https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_5733, consulté le 24 avril 2025.

[INDOPACIFIQUE] MYANMAR : DERRIÈRE L'AMNISTIE DE 5 000 PRISONNIERS, LA SURVIE POLITIQUE D'UNE JUNTE ISOLÉE

En Birmanie, la junte annonce l'amnistie de près de cinq mille prisonniers, 17 avril 2025, *Le Monde* avec AFP. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/17/en-birmanie-la-junte-annonce-l-amnistie-de-pres-de-cinq-mille-prisonniers_6596874_3210.html

Birmanie : Aung San Suu Kyi sortie de prison, la junte libère 3 300 prisonniers, 17 avril 2024, *sud.ouest.fr*. <https://www.sudouest.fr/politique/birmanie-aung-san-suu-kyi-sortie-de-prison-la-junte-libere-3-300-prisonniers-19363408.php>

En Birmanie après le séisme : en zone rebelle, «c'est une catastrophe qui s'ajoute à une tragédie», *Esther Lebleu*, 11 avril 2025, *Libération*. https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/en-birmanie-apres-le-seisme-en-zone-rebelle-cest-une-catastrophe-qui-sajoute-a-une-tragedie-20250411_4TDYYMPK6BFTNELPH2K7TBIIIA/

"On accepte tout le monde" : en Birmanie, un monastère en ruines depuis le séisme continue d'accueillir ceux qui tentent d'échapper à la junte, 10 avril 2025, *Franceinfo*. https://www.francetvinfo.fr/environnement/catastrophes-naturelles/seismes/seisme-en-birmanie-et-en-thailande/reportage-on-accepte-tout-le-monde-en-birmanie-un-monastere-en-ruines-depuis-le-seisme-continue-d-accueillir-ceux-qui-tentent-d-echapper-a-la-junte_7181520.html

Thinzar Shunlei Yi et Guillaume Pajot, *Mon combat contre la junte birmane*, Broché Grand livre, 18 novembre 2021.

[INDOPACIFIQUE] TAÏWAN EN CERCLÉE : LES DÉMONSTRATIONS DE FORCE CHINOISES DU PRINTEMPS

« La Chine a encerclé Taïwan avec des dizaines d'avions et navires de guerre lors d'un « exercice » ». RFI, 2 avril 2025, www.rfi.fr/fr/asi-pacifique/20250402-la-chine-a-encercl%C3%A9-ta%C3%AFwan-avec-des-dizaines-d-avions-et-navires-de-guerre-lors-d-un-exercice.

« La Chine conclut ses exercices militaires de deux jours autour de Taïwan ». *Zonebourse*, 2 avril 2025, www.zonebourse.com/actualite-bourse/La-Chine-conclut-ses-exercices-militaires-de-deux-jours-autour-de-Taiwan-49504053.

« La Chine lance de nouveaux exercices militaires dans le détroit de Taïwan ». *France 24*, 2 avril 2025, www.france24.com/fr/info-en-continu/20250402-p%C3%A9kin-lance-de-grandes-manoeuvres-militaires-dans-le-d%C3%A9troit-de-ta%C3%AFwan.

« La Chine termine ses manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan et annonce avoir "atteint tous ses objectifs" ». Franceinfo, 2 avril 2025, www.francetvinfo.fr/monde/chine/la-chine-terme-ses-man-uvres-militaires-dans-le-detroit-de-taiwan-et-annonce-avoir-atteint-tous-ses-objectifs_7166106.html.

« Taïwan : la Chine déclare avoir "atteint tous ses objectifs" lors de deux jours d'"exercices" militaires autour de l'île ». Le Monde.fr, 2 avril 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/04/02/taiwan-la-chine-declare-avoir-atteint-tous-ses-objectifs-lors-de-deux-jours-d-exercices-militaires-autour-de-l-ile_6589729_3211.html.

« Taïwan : la Chine mène des exercices militaires afin de simuler un blocus de l'île et de s'entraîner à des "frappes de précision" ». Le Monde.fr, 1 avril 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/04/01/la-chine-annonce-lancer-des-exercices-militaires-afin-de-simuler-un-blocus-autour-de-taiwan_6589082_3210.html.

Thibault, Harold. « Les incursions chinoises éprouvent Taïwan et ses pilotes de chasse : "Ils disent « c'est chez nous, on fait ce qu'on veut »" ». Le Monde.fr, 2 avril 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/04/01/les-incursions-chinoises-eprouvent-taiwan-et-ses-pilotes-de-chasse_6589388_3210.html.

[INDOPACIFIQUE] CACHEMIRE : L'ATTENTAT DU 22 AVRIL RELANCE LES TENSIONS INDO-PAKISTANAISES

RFI. « Tensions entre l'Inde et le Pakistan : les raisons de la colère ». RFI, 3 mai 2025, <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20250503-tensions-entre-l-inde-et-le-pakistan-les-raisons-de-la-colere>. Consulté le 4 mai 2025.

Institut français des relations internationales (Ifri). « L'Inde sur le pied de guerre après l'attentat revendiqué au Cachemire ». Ifri, <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/linde-sur-le-pied-de-guerre-apres-lattentat-revendique-au>. Consulté le 4 mai 2025.

Saint-Mézard, Isabelle. « Cachemire : Une guerre sans fin ? ». GéopolRI, 17 mars 2022, <https://geopolri.hypotheses.org/1872>. Consulté le 4 mai 2025.

[INDOPACIFIQUE] DES DROITS DE DOUANE DÉSTABILISANT LES PAYS DE L'INDO-PACIFIQUE

Aikman, Ian. « Trump's Top Tariffs for "worst Offenders" Take Effect ». BBC, 9 avril 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/cgkkg1kr63o>.

Association of Southeast Asian Nations. *Joint Statement of the ASEAN Economic Ministers on the Introduction of Unilateral Tariffs of the United States*. Special AEM Meeting, 10 avril 2025, <https://asean.org>.

Dieterich, Carole. « Guerre commerciale : comment l'Inde tente de jouer ses cartes face à Trump ». Le Monde, 22 avril 2025, https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/04/22/guerre-commerciale-comment-l-inde-tente-de-jouer-ses-cartes-face-a-trump_6598857_3234.html.

Dziedzic, Stephen. « Australia Got a Better Deal than Most, but US Tariffs Will Hurt Our Allies ». ABC News, 3 avril 2025, <https://www.abc.net.au/news/2025-04-03/us-asia-trump-tariffs-what-it-means-for-australia/105133246>.

Espiner, Tom. « China Tells Trump: If You Want Trade Talks, Cancel Tariffs ». BBC, 24 avril 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/c8dglmm5j52o>.

Franceinfo avec AFP. « Donald Trump annonce 10% de droits de douane supplémentaires sur les produits chinois à partir du 4 mars ». Franceinfo, 27 février 2025, https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/donald-trump-annonce-10-de-droits-de-douane-supplementaires-sur-les-produits-chinois-a-partir-du-4-mars_7100073.html.

Franceinfo avec AFP. « Droits de douane américains : quel impact sur l'économie de la Chine, sévèrement taxée par Donald Trump ? ». Franceinfo, 3 avril 2025, https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/droits-de-douane-americains-quel-impact-sur-l-economie-de-la-chine-severement-taxee-par-donald-trump_7167999.html.

Hioe, Brian. « Trump Tariffs Spark Political Debate in Taiwan ». *The Diplomat*, 14 avril 2025, <https://thediplomat.com/2025/04/trump-tariffs-spark-political-debate-in-taiwan/>.

LaRocco, Lori Ann. « Cambodia Hit with Highest Trump Tariff, but Manufacturing Is 'Absolutely Not' Coming Back to U.S., Trade Group Says ». *NBC News*, 8 avril 2025, <https://www.nbcnews.com/business/business-news/cambodia-hit-highest-trump-tariff-manufacturing-absolutely-not-coming-rna200200>.

Lee, Joyce, et al. « South Korea, US Aim for Trade Package before Tariff Pause Ends in July ». *Reuters*, 25 avril 2025, <https://www.reuters.com/en/south-korea-us-aim-package-deal-before-tariff-pause-ends-july-seoul-says-2025-04-24/>.

Reuters avec AFP. « Asean Won't Retaliate to Trump Tariffs ». *Bangkok Post*, 10 avril 2025, <https://www.bangkokpost.com/business/general/3000289/asean-bloc-seeks-dialogue-with-united-states-on-tariffs-but-wont-retaliate>.

Siviero, Beatrice. « Trump's New Reciprocal Tariffs Hit Laos, ASEAN Hard, Threatening Key Exports ». *Laotian Times*, 3 avril 2025, <https://laotiantimes.com/2025/04/03/trumps-new-reciprocal-tariffs-hit-laos-asean-hard-threatening-key-exports/>.

The Associated Press. « Trump Says He's Joining Tariff Talks with Japan as U.S. Seeks Deals amid Trade Wars ». *CTVNews*, 16 avril 2025, <https://www.ctvnews.ca/world/trumps-tariffs/article/trump-says-hes-joining-tariff-talks-with-japan-as-us-seeks-deals-amid-trade-wars/>.

Vu, Khang. « Trump's Tariffs Won't Change the Trajectory of Vietnam's Foreign Policy ». *The Diplomat*, 7 avril 2025, <https://thediplomat.com/2025/04/trumps-tariffs-wont-change-the-trajectory-of-vietnams-foreign-policy/>.

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] ISTANBUL, ÉTAT DE SANTÉ DE LA DÉMOCRATIE TURQUE

Baverez, Nicolas. « L'abus de pouvoir de trop d'Erdogan ». *Le Point*, 28 avril 2025, www.lepoint.fr/editos-du-point/quand-les-turcs-se-reveillent-28-04-2025-2588334_32.php.

Doğan, Ümit. « Turquie. Istanbul secouée par une imposante contestation ». *Orient XXI*, 22 avril 2025, orientxxi.info/magazine/la-turquie-secouee-par-une-imposante-contestation,8171.

Gümüş, Necati Mert. « L'arrestation d'Ekrem Imamoglu : quand Erdogan tente d'éliminer toute possibilité d'alternance ». *The Conversation*, theconversation.com/larrestation-dekrem-imamoglu-quand-erdogan-tente-deliminer-toute-possibilite-dalternance-254654.

Seni, Nora. « La géopolitique au secours d'Erdogan ». *The Conversation*, theconversation.com/la-geopolitique-au-secours-derdogan-254448.

Valois-Nadeau, Benoit. « Qu'est-ce qui se passe en Turquie ? ». *Le Devoir*, 26 avril 2025, www.ledevoir.com/monde/europe/872101/est-ce-passe-turquie.

« Ekrem Imamoglu : "La Turquie doit rester une démocratie, pour son peuple et pour le monde" ». *Courrier International*, 26 avril 2025, www.courrierinternational.com/article/ekrem-imamoglu-la-turquie-doit-rester-une-democratie-pour-son-peuple-et-pour-le-monde_230061.

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] SECOURISTES TUÉS À GAZA: UNE ENQUÊTE ISRAËLIENNE SOUS LE FEU DES CRITIQUES

Aabla Jounaïdi, *Le réseau des ONG palestiniennes dénonce «une famine et un génocide en cours» à Gaza*. RFI, 11 avril 2025 <https://www.rfi.cfr/fr/moyen-orient/20250411-gaza-r%C3%A9seau-des-ong-palestiniennes-d%C3%A9nonce-une-famine-et-un-g%C3%A9nocide-en-cours>.

Agence France Presse , Macron condamne les attaques contre les secouristes à Gaza après une rencontre avec le Croissant-Rouge, L'Orient-Le Jour, 8 avril 2025

<https://www.lorientlejour.com/article/1455214/macron-condamne-les-attaques-contre-les-secouristes-a-gaza-apres-une-rencontre-avec-le-croissant-rouge.html>.

Agence France Presse, « Secouristes tués à Gaza : l'armée israélienne admet « une erreur » », ICI.Radio-Canada, 20 avril 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2158346/erreur-armee-israelienne-mort-secouristes-gaza>.

Breaking The Silence "The IDF Spokesperson has just released its...", 20 avril 2025 à 16h49, Facebook. https://www.facebook.com/BreakingTheSilenceIsrael/posts/669037525772260?ref=embed_post

Emanuel Fabian. Secouristes tués à Gaza : Eyal Zamir ordonne une enquête « plus approfondie », Times of Israël, 8 avril 2025. <https://fr.timesofisrael.com/secouristes-tues-a-gaza-eyal-zamir-ordonne-une-enquete-plus-approfondie/>.

Emanuel Fabian. Tsahal renvoie l'officier à l'origine de l'incident qui a coûté la vie à 15 secouristes à Gaza., Times of Israël, 20 avril 2025 https://fr.timesofisrael.com/liveblog_entry/tsahal-renvoie-lofficier-a-lorigine-de-lincident-qui-a-coute-la-vie-a-15-secouristes-a-gaza/.

Franceinfo avec AFP, « Guerre à Gaza : ce que l'on sait de l'attaque de l'armée israélienne, qui a tué quinze secouristes près de Rafah le 23 mars ». Franceinfo, 22 avril 2025, https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/guerre-a-gaza-ce-que-l-on-sait-de-l-attaque-de-l-armee-israelienne-qui-a-tue-quinze-secouristes-pres-de-rafah-le-23-mars_7203924.html.

France 24, Au terme d'une enquête sur les secouristes tués à Gaza, l'armée israélienne admet « une erreur », YouTube, 21 avril 2025 . https://www.youtube.com/watch?v=kZsWwuvyT5E&ab_channel=FRANCE24.

France 24, Secouristes tués à Gaza : l'armée israélienne reconnaît des « fautes », un gradé limogé. 20 avril 2025 <https://www.youtube.com/watch?v=c0BLEF7Rp1E>.

Le Monde avec AFP, Secouristes tués dans la bande de Gaza : l'armée israélienne affirme que ses soldats « n'ont pas tiré de manière aveugle » mais reconnaît des « fautes ». 20 avril 2025. Le Monde, https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/20/secouristes-tues-dans-la-bande-de-gaza-l-armee-israelienne-affirme-que-ses-soldats-n-ont-pas-tire-de-maniere-aveugle-mais-reconnait-des-fautes_6598371_3210.html.

Luc Bronner, Secouristes tués à Gaza : les questions et les zones d'ombre d'une enquête. Le Monde, 21 avril 2025. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/21/secouristes-tues-a-gaza-les-questions-et-les-zones-d-ombre-d-une-enquete_6598513_3210.html.

Médecins Sans Frontières (MSF), Gaza est devenu une « fosse commune » pour les Palestinien-ne-s et celles et ceux qui leur viennent en aide., 16 avril 2025 <https://www.msf.ch/nos-actualites/communiqués-presse/gaza-est-devenu-fosse-commune-palestiniennes-celles-ceux-qui-leur>.

Médecins sans frontières (MSF), Hussam Al Loulou, onzième membre du personnel de MSF tué à Gaza, 4 avril 2025 <https://www.msf.fr/communiqués-presse/hussam-al-loulou-onzieme-membre-du-personnel-de-msf-tue-a-gaza>.

RTBF avec AFP, « Guerre Israël-Gaza : un tir de char israélien a tué un employé de l'ONU en mars à Gaza - RTBF Actus ». RTBF, 24 avril 2025 <https://www.rtf.be/article/guerre-israel-gaza-un-tir-de-char-israelien-a-tue-un-employe-de-l-onu-en-mars-a-gaza-11537888>.

Toi Staff. Report: Autopsies Show Some Gaza Medics Killed by IDF in March Were Shot in the Head. Times of Israël, 16 avril 2025 <https://www.timesofisrael.com/report-autopsies-show-some-gaza-medics-killed-by-idf-in-march-were-shot-in-the-head/>.

TV5MONDE, Gaza: l'armée israélienne admet des fautes dans les tirs qui ont tués 15 secouristes palestiniens en mars, 20 avril 2025, <https://information.tv5monde.com/international/gaza-larmee-israelienne-admet-des-fautes-dans-les-tirs-qui-ont-tues-15-secouristes>.

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] LES POURPARLERS IRANO-AMERICAINS : UNE DIPLOMATIE SOUS « PRESSION MAXIMALE » POUR LE NUCLÉAIRE ?

Abdelwahab BIAD, L'Armement nucléaire israélien, un tabou, sur diplomatie.gouv.fr, Annuaire français de relations internationales, Bruylant - La Documentation française, 2005, p.17.

AFP. « Nucléaire : le troisième cycle de négociations entre l'Iran et les Etats-Unis à Oman a pris fin ». Le Monde. 26 avril 2025. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/26/nucleaire-troisieme-cycle-de-negociations-entre-l-iran-et-les-etats-unis-a-oman-sous-la-mediation-du-sultanat_6600256_3210.html

Breteau Pierre, Vaudano Maxime, Baruch Jérémie et Damgé Mathilde. « Comprendre l'accord sur le nucléaire iranien en 7 questions ». Le Monde. 14 juillet 2015. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/07/14/tout-ce-que-vous-devez-savoir-sur-l-accord-conclu-a-vienne-sur-le-nucleaire-iranien_4682968_4355770.html

Carnelos Marco. « Iran-US tensions: There's no room for further miscalculations". Middle East Eye. 11 avril 2025. <https://www.middleeasteye.net/opinion/iran-us-tensions-theres-no-room-further-miscalculations>

Cheshin, Raz. « Iran, Trump and the Changing Strategic Reality." Institute for National Security Studies (INSS), 4 janv. 2025, <https://www.inss.org.il/publication/iran-trump/>.

Erner Guillaume. « Explosion en Iran : nouveau facteur de déstabilisation ? » Les enjeux internationaux. France Culture. 29 avril 2025.

Erner Guillaume. « Comment Donald Trump entend-il négocier avec l'Iran ? » 10 avril 2025. Les enjeux internationaux. France Culture.

Haski Pierre, « Trump va négocier avec l'Iran, en agitant la menace militaire ». Géopolitique. France Inter. 9 avril 2025.

Kahn, Herman. Penser l'impensable : Le défi de la guerre nucléaire. Editions Fayard, 1962.

« La question nucléaire iranienne ». France Diplomatie. 22 août 2023. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/iran/la-question-nucleaire-iranienne/#sommaire_4

MEE Staff. "Iran seeks 'fair agreement' with US as two meet for nuclear talks". Middle East Eye. 12 avril 2025. <https://www.middleeasteye.net/news/iran-seeks-fair-agreement-us-two-meet-nuclear-talks>

Moyal, Jean-Loup. « Jeu complexe entre l'Iran et Israël. » IRIS, 4 janv. 2025, <https://www.iris-france.org/185988-jeu-complexe-entre-liran-et-israel/>. Accédé le 28 décembre 2024.

Sean Mathews. "Bomb Iran or meet the Ayatollah: Trump toys with disparate options ahead of nuclear talks". Middle East Eye. 25 avril 2025. <https://www.middleeasteye.net/news/bomb-iran-or-meet-ayatollah-trump-toys-disparate-options-ahead-nuclear-talks>

Sima Shine et Raz Zimmt, « The Iranian Nuclear Strategy—Is It About to Change? », Institute for National Security Studies, 2024.

Waltz, Kenneth N. « Why Iran should get the bomb: Nuclear balancing would mean stability. » Foreign Affairs (2012).

SOURCES IMAGES

[AFRIQUE] PRÉSIDENTIELLE 2025 EN CÔTE D'IVOIRE : UN SCRUTIN SOUS HAUTE TENSION POLITIQUE ET JURIDIQUE

Source : Wikimédia Commons / Copyright : <https://www.flickr.com/photos/financialtimes/> / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Tidjane_Thiam,_2015,_London_\(cropped\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Tidjane_Thiam,_2015,_London_(cropped).jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Jon Harald Søby / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_of_C%C3%B4te_d'Ivoire.svg

[AMERIQUE DU NORD] LE CANADA ENTRE INCERTITUDES ET MENACES D'ANNEXION : L'ÉLECTION DE MARK CARNEY, UN CHOIX STRATÉGIQUE POUR L'AVENIR

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Liberal Party of Canada / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Liberal_Party_of_Canada_red_symbol.svg

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Policy Exchange / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Mark_Carney.jpg

[AMERIQUE DU NORD] WASHINGTON, TÉHÉРАН ET TEL-AVIV : LA QUESTION ÉPINEUSE DU NUCLÉAIRE IRANIEN

Wikimédia Commons / Copyright : Bundesministerium für Europa, Interaktion und Außenbeziehungen / Utilisation non commerciale / Lien : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/f/f1/Iran_Talks_14_July_2015_%2819680862152%29.jpg/199px-Iran_Talks_14_July_2015_%2819680862152%29.jpg?20150714210017

Wikimédia Commons / Copyright : Official White House Photo by D.Myles Cullen/ Utilisation non commerciale / Lien : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/7/7a/President_Trump_Meets_with_Israeli_Prime_Minister_Benjamin_Netanyahu_%2849452465091%29.jpg/1280px-President_Trump_Meets_with_Israeli_Prime_Minister_Benjamin_Netanyahu_%2849452465091%29.jpg?20200128005714

[AMERIQUE LATINE] JAVIER MILEI ROMPT AVEC LA POSITION HISTORIQUE DE L'ARGENTINE SUR LES ÎLES MALOUINES

Wikimédia Commons / Copyright : Gastón Cuello / 15 février 2024 / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Plaza_Islas_Malvinas,_Ushuaia,_TDF,_Arg_11.JPG

Wikimédia Commons / Copyright : Alejandrofc / 27 septembre 2021 / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Falkland_Islands_\(1843%E2%80%931985\)_special_marker_\(Chile_centered\).svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Falkland_Islands_(1843%E2%80%931985)_special_marker_(Chile_centered).svg)

[AMERIQUE LATINE] UN PROCÈS INTENTÉ CONTRE JAIR BOLSONARO POUR TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Wikimédia Commons / Copyright : Isac Nóbrega/PR / 27 septembre 2021 / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Jair_Bolsonaro_em_24_de_abril_de_2019_%281;_recorte_II%29.jpg

[AMERIQUE LATINE] LA RÉÉLECTION DE DANIEL NOBOA EN ÉQUATEUR : ENTRE VICTOIRE CONTESTÉE ET DÉFI SÉCURITAIRE

Source : Wikimédia commons / Copyright : Presidencia de la República del Ecuador / Utilisation non commerciale / lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Presidente_Daniel_Noboa.jpg

Source : Wikimédia commons / Copyright : Asamblea Nacional del Ecuador / Utilisation non commerciale / lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Luisa_Gonz%C3%A1lez_-_2022.jpg

[AMERIQUE LATINE] LA RÉÉLECTION DE DANIEL NOBOA EN ÉQUATEUR : ENTRE VICTOIRE CONTESTÉE ET DÉFI SÉCURITAIRE

Wikimedia Common / Copyrights : Ministerio de Relaciones Exteriores / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Evo_Morales_2017.jpg

Wikimedia Common / Copyrights : Vice Presidency of the State / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Luis_Arce;_Plurinational_State_Day._22_January_2022._Vice_Presidency_of_the_State,_Palacio_Quemado,_La_Paz_\(51837691645\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Luis_Arce;_Plurinational_State_Day._22_January_2022._Vice_Presidency_of_the_State,_Palacio_Quemado,_La_Paz_(51837691645).jpg)

[EURASIE] TRÊVE DE PÂQUES : LA GUERRE MISE EN PAUSE MAIS LA PAIX TOUJOURS HORS DE PORTÉE

Wikimedia Commons / Copyrights : TASS News Agency / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Vladimir_Putin%E2%80%99s_interview_for_TASS_News_Agency_\(2020-02-20\)_05.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Vladimir_Putin%E2%80%99s_interview_for_TASS_News_Agency_(2020-02-20)_05.jpg)

Wikimedia Commons / Copyrights : The White House / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ukrainian_President_Volodymyr_Zelenskyy_and_President_of_the_United_States_Donald_Trump.jpg

[EURASIE] LA GUERRE EN UKRAINE ET L'OCCULTATION DE LA GUERRE EN RUSSIE : UNE RÉALITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Wikimédia Commons / Copyright : SergeiXXX / Utilisation non commerciale / Lien : <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Novosibirsk-Karimov.jpg>

Wikimédia Commons / Copyright : Pavel Kazachkov / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kremlin_Moscow.jpg

[EUROPE] DÉCÈS DU PAPE FRANÇOIS : L'ÉGLISE CATHOLIQUE PERD SON CHEF

Wikimedia Commons / Copyrights : KOREA.NET - Korean Culture and Information Service (Jeon Han) / Utilisation non commerciale / Lien : <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Pape-fran%C3%A7ois-en-Papamobile-en-Cor%C3%A9e2.jpg>

[EUROPE] LES TERRES-RARES AU CENTRE DE L'ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE MONDIAL. DÉJÀ TROP TARD POUR L'EUROPE ?

Wikimedia Commons / Copyrights : Doc Searls / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Mountain_Pass_Rare_Earth_Mine_%26_Processing_Facility.jpg

Wikimedia Commons / Copyrights : USGS (United States Geological Survey) / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:REE_deposits.jpg

[INDOPACIFIQUE] MYANMAR : DERRIÈRE L'AMNISTIE DE 5 000 PRISONNIERS, LA SURVIE POLITIQUE D'UNE JUNTE ISOLÉE

Wikimedia Commons / Copyrights : Ralf-Andre Lettau / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Thingyan,_Yangon,_Myanmar_3.jpg

[INDOPACIFIQUE] CACHEMIRE : L'ATTENTAT DU 22 AVRIL RELANCE LES TENSIONS INDO-PAKISTANAISES

Wikimedia Commons / Copyrights : Ankur Sharma / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Partition_of_India_1947_fr.svg

Wikimédia Commons / Copyright : The White House / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trump_showing_a_chart_with_reciprocal_tariffs_\(cropped\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trump_showing_a_chart_with_reciprocal_tariffs_(cropped).jpg)

